Prolétaires de tous les pays, unissez-vous

2e ANNEE. — N° 97. — BI-MENSUEL. — 0 fr. 50. — 15 AOUT 1931.

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

**Dédié à Claveri, Gitton, etc.**

**« Que demandaient les instituteurs qui votèrent le blâme à Jouhaux ? Simplement que fonctionnat dans la C. G. T. la démocratie syndicale ! Raisonnablement, que les délégués des syndiqués dans les congrès de la G. G. T. ou de leurs fédérations aient le droit d'apporter des critiques sans risquer d'être ensuite bassement insultés par un quelconque ténor confédéral. »**

*(Humanité, 6 Août 1931)*

Avant le Congrès

## Le tournant de la direction et l'état de la C.G.T.U.

Le Congrès de la C. G. T. U. aura lieu dans quelques semaines. La discussion a déjà commencé dans l'organe de la majorité confédérale et à la base. Les diverses fractions se mouvant à l'intérieur de la Centrale révolutionnaire prennent position vis-à-vis des problèmes brûlants qui se posent devant le prolétariat de France et cherchent, chacune pour son compte et selon son idéologie particulière, à tirer les leçons de la période passée et à donner les solutions qu'elles estiment les meilleures. Il appartient donc aussi à l'opposition de gauche de donner son point de vue, d'organiser ses forces et de déployer le maximum d'énergie pour faire connaître au prochain Congrès ses conceptions propres, sa ligne politique et les méthodes qu'elle juge nécessaire pour tirer le mouvement syndical de son impasse actuelle et pour permettre un vaste essor du mouvement prolétarien.

∴

Notons, tout d'abord, comment dans les sphères dirigeantes de la C. G. T. U. et de l'I. S. R. on vient de proclamer la nécessité urgente de remonter le courant par le changement radical des méthodes d'organisation et de la politique de la C. G. T. U. Lozowsky, à la séance du B. E. de l'I.S.R. du 10 juin 1931, a soumis l'activité des dirigeants unitaires à une critique sans ménagement, et Thorez vient de publier dans l'*Humanité* une série d'articles dans lesquels certaines fautes parmi les plus criantes sont dénoncées en des termes empruntés presque littéralement à notre presse. Tout cela est bon. Tout cela démontre que la critique serrée et impitoyable de l'opposition de gauche contre les lourdes fautes des dirigeants du mouvement syndical révolutionnaire français et international, était fondée et ne relevait nullement — comme le prétendaient et le prétendent les dirigeants centristes — d'un esprit de désagrégation vide et sans principes. L'opposition de gauche doit déclarer hautement et en toute clarté, que tout effort sincère et honnête de reporter le mouvement syndical révolutionnaire sur des bases et sur une ligne politique vraiment prolétariennes, aura son appui loyal et sans réserves, qu'il vienne de la base ou du sommet. Mais, en même temps, l'opposition de gauche ne saurait ni fermer les yeux à la réalité, ni se laisser berner par des phrases. Nous sommes, maintenant, à la veille du Congrès. C'est le quart d'heure de Rabelais pour les dirigeants centristes ; et, si nous confrontons les paroles aux actes, nous avons tout lieu de croire que le repentir desdits dirigeants ressemble par trop au repentir et aux protestations de foi du marin à l'approche de l'orage. Au surplus, même les paroles, soit de Lozowsky, soit de Thorez, ne sonnent pas comme de l'or. Chez l'un comme chez l'autre, il y a un effort manifeste pour éviter le fond des problèmes et pour se tenir à la surface. Lozowsky tape sur la tête des dirigeants français ; il critique leur façon d'envisager la situation, de préparer les grèves, de mener la lutte pour le front unique et pour l'unité syndicale, il dénonce brutalement la bureaucratisation de la C. G. T. U. ; mais il est bien loin de donner à tous ces problèmes une solution satisfaisante. Au contraire, sur tous ces problèmes il ajoute souvent de la confusion à la confusion et, tandis qu'il parle de la nécessité de l'autocritique pour les camarades français, il évite toute critique des décisions de Congrès et des directives de l'I. S. R. elle-même. Thorez de son côté fait le même jeu. Il tape sur les exécutants de Lyon ou de Pampelune, mais il s'abstient de soumettre à un examen approfondi et correct le point de départ, la stratégie et la ligne politique générale sur la base de laquelle ont agi et les dirigeants et les exécutants de la C. G. T. U. Pourtant, c'est là la racine du mal, et c'est par là qu'il faut commencer si l'on veut réellement assainir notre mouvement syndical, reconquérir la confiance des masses et faire de la C. G. T. U. un organisme puissant d'attraction, d'encadrement, de direction et de lutte du prolétariat. Autrement, nous n'aurons toujours que des paroles, des paroles et des paroles ; les tournants succéderont aux tournants, mais plus ça aura l'air de changer et plus ce sera la même chose, et la C. G. T. U. se réduira toujours plus à un organisme squelettique capable seulement d'étaler son incapacité et son impuissance.

∴

La situation intérieure de la C. G. T. U. est connue. Cette situation ne nous est révélée que partiellement par la statistique. La statistique de la C. G. T. U., de l'avis même de ses dirigeants et des dirigeants de l'I. S. R., est une espèce de jeu de mots croisés dans lequel personne ne réussit à s'y reconnaître. Tout le monde sait, pourtant, que les effectifs ont baissé et baissent avec un rythme accéléré et préoccupant.

Dans la Région Parisienne, qui est, sans conteste, la région où l'appareil déploie la plus grande activité pour arrêter le recul, les syndicats ont perdu, selon les chiffres officiels, les 10, 20, 30 et même les 40 et 50 % de leurs effectifs. Maintes sections locales ont disparu. Dans le Nord, où existent des masses compactes d'ouvriers animés d'une haute conscience de classe et d'un esprit de sacrifice, comme l'a démontré la grève des textiles, les syndicats unitaires, au lieu de voir grossir leurs rangs, battent nettement en retraite. Et ce n'est pas là un phénomène épisodique, momentané, causé par une bataille perdue, ce qui n'aurait rien d'alarmant, mais c'est un phénomène constant qui se prolonge au cours de quelques années et que les conséquences des grèves récentes n'ont fait qu'accélérer.

**Bl.**

*(Voir la suite page 3, 1re col.)*

Nos militants en danger

## Faisons reculer la répression

D'autant plus violente que la faiblesse de nos organisations s'accuse, la répression bourgeoise frappe d'années de bagne et de prison les militants ouvriers !

Au gérant de l'*Avant-Garde*, TROIS ANNEES pour avoir fait son devoir de communiste.

Aux vendeurs de l'*Avant-Garde*, après des brutalités inouïes, *DES MOIS* de prison !

A un militant de la Région du Nord du P. C., Ramette DEUX ANNEES de prison pour avoir célébré le courage des prolétaires de la rue des Longues-Haies !

Aux neuf matelots de Toulon, mutins héroïques d'hier, insurgés indomptables demain, 27 ANNEES DE BAGNE.

En Indochine, dans les colonies, PAR MILLIERS des assassinats !

Allons-nous laisser pourrir dans les bagnes nos militants ? C'est Hardouin, que les sévices ont rendu fou, c'est Blondeau qui se suicide...

N'allons-nous pas répliquer ?

Encouragés par notre faiblesse actuelle, animés par leur haine de classe, les laquais du capitalisme ont compris dans le fier regard des nôtres, notre volonté de vaincre ; et ils veulent détruire nos organisations !

*Il faut engager une vigoureuse action pour la libération de nos camarades.* Sans dissocier la lutte contre la répression de l'action quotidienne une vigoureuse campagne pour l'AMNISTIE peut faire reculer les bourreaux.

Il faut aussi combler les rangs. La *Vérité des Jeunes*, qui s'est solidarisée avec l'*Avant-Garde*, en republiant les articles poursuivis a montré le chemin. Il faut grouper des milliers d'hommes solidaires de nos Jeunes !

Il faut faire des listes de gérants pour nos journaux menacés. Pour ce poste, tous les oppositionnels sont volontaires !

Il faut définir au grand jour les principes communistes de lutte contre la guerre. Se rapprocher par un travail quotidien des masses exploitées ; réorganiser le travail anti âvec minutie ; se lier aux masses pour que, si un des nôtres tombe dans la répression, des milliers de prolétaires se lèvent pour le défendre.

Ce n'est qu'ainsi que l'armée prolétarienne qui a dans ses rangs des milliers de mutins héroïques mettra bas le pavillon tricolore et hissera celui de l'Armée rouge !

# Le Parti Communiste va perdre Halluin la Rouge !

*Nous publions ci-dessous l'appel de nos camarades d'Halluin, exclus du Parti, durant la dernière grève. Cet appel d'ouvriers ayant de longues années travaillé dans le Parti, pour édifier un solide bastion communiste dans une région où la prépondérance de l'influence réformiste désarme le prolétariat exploité par un patronat de combat SERA ENTENDU PAR CHAQUE MEMBRE DU PARTI COMME UN CRI D'ALARME !*

*La situation d'Halluin n'est pas accidentelle. Dans maintes régions et rayons, les exemples pullulent et de tous les coins de notre Parti les informations nous parviennent qui démontrent que peu à peu les yeux s'ouvrent sur les conséquences tragiques du cours stalinien pour tous les Partis de l'Internationale ! Mécontentement sourd, perte ou désaffection de nombreux adhérents, vigoureuses critiques des éléments du Parti les plus clairvoyants.*

*CETTE SITUATION NE PEUT DURER ! A Halluin on exclut pour une conception du front unique puisée dans Lénine ; à l'Alsthom (R. P.) même cas; à Vitry, en menace; et à Montigny-en-Gobelle, pour rendre leur place dans le travail commun aux mineurs oppositionnels, on prétend exiger des bassesses !*

*Nous citerons d'autres cas à notre heure; pour le moment présent le cas d'Halluin est soumis au Parti; LA DIRECTION NE PEUT SE TAIRE; les membres de la base du Parti ont le droit de savoir. Dans chaque rayon, chaque cellule, ils poseront le « cas d'Halluin ». Thorez chante les vertus de la démocratie prolétarienne pour la C.G. T. U. que la politique et les méthodes staliniennes a considérablement affaiblie), les ouvriers communistes exigeront la démocratie dans le Parti, la mise au grand jour de tous les problèmes actuels du mouvement communiste, la liberté d'expression des divergences; des assemblées larges de discussion POUR LA PROMPTE PREPARATION D'UN CONGRES DU PARTI !*

***Aux communistes de la Région du Nord !***
***A tous les membres du Parti Communiste !***

**Camarades !**

**Membres du Parti communiste, adhérents depuis des années au rayon d'Halluin, nous venons d'en être exclus pendant la grève du textile. Nous faisons appel de nos exclusions — contre lesquelles s'est dressé le camarade Demestre, maire d'Halluin — devant tout le Parti, car il s'agit de la politique suivie par notre Parti depuis des années et en particulier lors de la récente grève, dont les résultats doivent inquiéter tous les communistes sincères. *Notre Parti est en train de perdre Halluin-la-Rouge.* Dans cette commune où, après des années d'action persévérante, nous avions fait triompher le drapeau de l'I. C., où nous constituions un bastion pour la lutte contre la social-démocratie dans la région du Nord, nous sommes en recul constant, et, si le Parti persiste dans la voie où il est engagé, la bourgeoisie reconquerra les positions que nous avions acquises avec peine.**

**Pourquoi nous a-t-on exclus en pleine grève ? Avions-nous fait les jaunes ? Non. Au contraire, nous avons, pendant tout le cours de la lutte, fourni nos efforts aux organisations : P. C. et C. G. T. U. Nous avons fait notre devoir jusqu'au bout ; personne ne peut le contester. Le motif de notre exclusion, c'est « l'indiscipline ». Il est incontestable qu'il ne saurait y avoir de P. C. sans discipline et nous avons toujours lutté pour qu'existe la discipline dans le Parti. En quoi consiste donc notre indiscipline ? En ceci seulement : *Nous avons avant la grève, adressé une lettre à l'Union des Syndicats Unitaires d'Halluin pour lui présenter les solutions qui nous semblaient les meilleures pour préparer et mener la grève.* Nous estimons que le rôle d'un communiste est de participer réellement à l'élaboration de toute la politique de son Parti et de l'I. C. et non pas d'appliquer mécaniquement des directives et une politique venues d'en haut, sans les discuter, même quand elles sont visiblement contraires aux intérêts du Parti et de la classe ouvrière. Nous avons dans notre lettre indiqué comment concrètement réaliser le front unique, nous servant pour cela des enseignements de l'I. C. du vivant de Lénine, enseignements bien oubliés par ceux qui la dirigent aujourd'hui. Voici ce que nous disions d'essentiel :**

**« Les chefs réformistes, par manœuvre déclarent publiquement qu'ils restent opposés à « toute diminution de salaires. Ils conservent ainsi le contrôle sur les ouvriers très nombreux « qui les suivent, mais qui eux, sont sincèrement contre les diminutions de salaires et prêts à « s'y opposer par la grève.**

**« Pour éviter que cette masse d'ouvriers réformistes soit une fois de plus bernée, trahie « et désorientée par les manœuvres des chefs réformistes, il faut la souder dans un bloc avec « les ouvriers unitaires.**

**« Comment est-il possible d'arriver à ce résultat ?**

**« Il faut faire aux syndicats confédérés et socialistes (que les ouvriers textiles suivent encore « en grande majorité) des propositions d'action commune contre toute diminution de salaire.**

*(Suite page 4.)*

En Espagne

## Nationalistes et anarchistes se démasquent

La question catalane occupe ces derniers jours l'avant scène de la vie politique d'Espagne Le statut catalan va être discuté par les Cortès à Madrid; sera-t-il adopté? L'effervescence dans les milieux nationalistes catalans a été grande cette semaine, mais elle s'est vite apaisée. D'après les dernières informations, Macia se rendra lui-même à Madrid pour défendre le statut catalan. Les télégrammes ajoutent que, à la suite d'une conversation entre Macia et Zamora, on est assuré à Barcelone que le statut sera adopté par les Cortès sans grandes difficultés. Que se cache-t-il sous toute cette agitation autour du statut catalan ?

Le mouvement nationaliste catalan est entièrement dirigé par la petite bourgeoisie catalane. C'est dans ce mouvement que la grande masse populaire de la Catalogne a mis tous ses espoirs économiques et sociaux éveillés par la révolution d'avril. Le Parti Communiste étant trop faible en Catalogne et la Fédération Catalane dirigée par le confusionniste Maurin ayant favorisé par sa fausse politique « séparatiste » la politique de Macia, ce dernier a pu canaliser dans la zone de son influence, par une agitation « évangélico-sociale » de la plus vulgaire démagogie, les sympathies de la grande majorité des masses populaires de la Catalogne, en premier lieu celles de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Le fait implique au mouvement catalaniste un caractère conciliateur et opportuniste. Macia, Compagnys et les autres chefs de ce mouvement ont adopté la politique la seule adéquate à l'esprit et à la nature sociale de la petite bourgeoisie, c'est la politique de celui qui est assis « entre deux chaises ». Il n'y a pas plus de huit jours on faisait grief à Macia, dans la presse espagnole et même à la tribune des Cortès, d'avoir comploté avec la C. N. T. contre le pouvoir central de Madrid et d'avoir soutenu le mouvement gréviste de la C. N. T. contre la bourgeoisie. Compagnys prononça aux Cortès un discours flamboyant en faveur de la C.N.T. anarcho-syndicaliste. En effet, Macia s'est assuré, la veille du plébiscite en faveur du statut catalan, l'aide de l' « apolitique » C. N. T. anarcho-syndicaliste. Macia ne peut gouverner tranquillement sans l'aide ou du moins la neutralité bienveillante des ouvriers catalans organisés. Les chefs syndicalistes de la C.N.T. qui dirigent sans partage la classe ouvrière catalane ont prêté ce concours nécessaire à Macia, dans l'espoir d'avoir la « paix sociale ».

Mais la grande bourgeoisie catalane a vu les choses d'une autre façon. Elle exerça une pression sur le gouvernement de la généralidad par un autre moyen : elle s'est adressée directement au pouvoir central de Madrid pour assurer son droit divin à la propriété. En effet, nous lisons dans la lettre d'Août du correspondant particulier du « Temps » :

« *Or, le 20 juillet, les membres du* Fomento del Trabajo Nacional (*qui groupe les représentants de toutes les grandes industries barcelonaises*) *se sont réunis « pour étudier le péril imminent que représente pour eux l'attitude de la masse ouvrière », et, considérant que la coopération du gouvernement de la Généralité avec le syndicat unique avait des conséquences désastreuses, ils ont décidé de s'adresser directement au gouvernement central de Madrid pour lui demander de les défendre. A la même heure avait lieu une assemblée de sept cents propriétaires de Barcelone, Gérone, Tarragone, Lérida, etc., dont les locataires exigent un rabais de 40 % sur leur loyer. Ils ont également décidé de demander secours à Madrid.* »

M. MILL.

*(Voir la suite page 4).*

Notes de la quinzaine

## Le développement de la Révolution Espagnole

**LES INCIDENTS DE SEVILLE**

La presse bourgeoise, autrefois monarchiste et aujourd'hui républicaine, a passé sous silence et altéré la vérité sur ce qui s'est passé à Séville durant la dernière grève générale. Elle s'est limitée à déclarer que l'origine de la grève a été l'assassinat (elle n'a pas employé l'expression « assassinat ») d'un ouvrier gréviste brasseur, assassinat effectué par la police. En signe de protestation, la classe ouvrière sévillane a déclaré la grève générale. Au cours de l'enterrement de l'ouvrier assassiné, il s'est produit un choc violent entre la police et les ouvriers, choc qui fut produit par la prolongation de l'arrêt et aussi par de violents combats entre la force publique et les ouvriers.

Quatre ouvriers furent tués dans les combats et beaucoup blessés. Mais la presse bourgeoise a passé sous silence le principal objet. Dans les batailles, les ouvriers se défendirent avec un brio héroïque et la police ne reçut que ce qu'elle méritait. Plusieurs gardes furent tués, parmi eux un officier de la Guardia de Segurida. Quand le général Sanjurjo (monarchiste jusqu'au jour de la proclamation de la République) envoyé par le Gouvernement républicain pour réprimer le mouvement, arriva à Séville et ordonna la tuerie des ouvriers, la police surprise devant la défense héroïque de sa vie que faisait la classe ouvrière refusa de tirer malgré que ce ne fût que pendant quelques heures. Mais la Gardia Civile, corps policier haï de tous les espagnols, déclencha le combat qui arriva jusqu'au bombardement et destruction de plusieurs maisons, rendues inhabitables, dans lesquelles avait vécu, jusqu'à leur emprisonnement quelques éléments amis des ouvriers. La censure de la presse fut imposée pour dissimuler la vérité. Le Gouvernement « Républicain » a commis déjà des infamies et des crimes que Primo de Riviera n'osa pas commettre. Un des ouvriers détenu durant les incidents se trouva blessé et emprisonné dans un bateau converti en prison. Quelques jours après les incidents, quand déjà tout était pacifié, il fut trouvé assassiné dans la prison flottante, Le Gouvernement a dit qu'il s'était suicidé.

Les Cortès constituantes envoyèrent à Séville une Commission Parlementaire avec le mandat d'enquêter sur ce qui s'était passé. Quelques-uns desdits parlementaires envoyés ont vu l'horrible vérité, ont menacé de la dire et exigé justice des responsables. Mais le Gouvernement instruit en silence des faits a obligé la presse à cacher l'authenticité de ces manifestations. Il est inutile de dire que l'injustice et les crimes tolérés par le Gouvernement Républicains resteront impunis.

**LES DIFFERENTES ORGANISATIONS OUVRIERES PENDANT LES DERNIERS TROUBLES**

La direction du P. C. officiel a déclaré pompeusement et pédantesquement après les troubles de Séville qu'elle prenait toute la responsabilité des incidents passés. Mais malheureusement, nous avons constaté que durant les derniers troubles grévistes, le P. C. est resté complètement dans l'ombre. Même pas une seule consigne de la bureaucratie stanilienne, ni le plus petit geste effectués durant la lutte. Quant aux dirigeants de la C. N. T., ils eurent peur des derniers incidents. Les masses ouvrières plus impétueuses et combattives que les chefs ont dépassé les limites des plans projetés par les chefs anarcho-réformistes et ont aussi laissé dans l'arrière-garde le P. C. qui devrait être dans l'avant-garde de la classe ouvrière. Les dirigeants de la C. N. T. d'Espagne donnèrent l'ordre de grève générale à Séville, annoncèrent et menacèrent de la grève générale dans toute l'Espagne, mais quand ils virent l'amplitude et le caractère que prenait le mouvement à Séville, ne sachant que faire avec la grève, un programme leur manquant, et ignorant l'orientation qu'ils devaient suivre, les chefs anarcho-syndicalites laissèrent désemparé les ouvriers sévillans. Le P. C. officiel ne sut ni n'osa se mettre à la tête du mouvement qui avait déjà pris un véritable caractère insurrectionnel et révolutionnaire. Les masses ouvrières avaient surpassé les chefs et ceux-ci étaient surpris et démoralisés. Il manquait la base pour l'insurrection; le prolétariat manquait d'un guide Pourquoi l'ordre de grève générale fut-il donné ? Ceux qui le donnèrent ne sauront répondre. Les ouvriers de Séville, désillusionnés, ont été battus. Leur défaite est pleine d'enseignements pour le futur. Il est nécessaire de profiter et d'étudier profondément ces enseignements. La grève de Séville a eu l'avantage de montrer la grande nécessité qu'a le prolétariat espagnol dans l'organisation d'une avant-garde révolutionnaire et la base même de la base même de la révolution (les Juntes révolutionnaires des ouvriers et paysans).

Si nous voyons ainsi le problème, comme doit le voir tout marxiste-léniniste, la lutte du prolétariat sévillan n'a pas été une déroute et bien au contraire, a produit un grand arsenal d'enseignements. Sachons en profiter dans les luttes ultérieures !

**LES OUVRIERS DEL ASTILLERO (Santander) VOTENT POUR TROTSKY**

Le C. E. de l'O. C. E. en recevant l'adhésion d'un groupe de camarades del Astillero (Santander), reçut en même temps la notice que quelques-uns des ouvriers ont voté pour le camarade Trotsky, dans les dernières élections pour les Cortes Constituantes. La nouvelle nous arrive avec quelque retard car jusqu'à présent, nous ne comptions pas d'amis à Santander. Mais comme elle est pleine d'intérêt, nous voulons la faire connaître par les colonnes de la « Vérité ».

Trotsky a réuni 78 votes ouvriers. Comment arriva le fait ? Le P. C. n'avait pas présenté de candidature dans ce district et les Communistes de là-bas demandèrent des bulletins de vote à ceux d'une localité voisine, mais dans lesdits bulletins quatre noms seulement étaient inscrits alors que le nombre de candidats, pour ce district devait être de cinq. Les Communistes et sympathisants del Astillero se décidèrent à inscrire le nom du fondateur de l'armée rouge dans les candidatures communistes. Soixante-dix-huit ouvriers qui dirigent et orientent l'unique syndicat ouvrier del Astillero, qui ont voté pour Trotsky, ont dit aux bureaucrates staliniste que Trotsky est considéré par eux comme l'âme et le guide du mouvement révolutionnaire mondial. Trotsky, le soldat rouge de la révolution prolétarienne, au reçu de la nouvelle, s'est empressé d'envoyer une lettre amicale de salutation auxdits camarades.

Les ouvriers espagnols votent pour Trotzky. Le gouvernement républicano-réactionnaire, qui après avoir déclaré par la bouche de son ministre des Affaires Etrangères qu'il concéderait l'autorisation à Trotsky, pour résider en Espagne, a manifesté contre la pétition du visa fait pour notre camarade et devra entendre la voix des ouvriers. Avant, le Gouvernement déclara que, étant donné son caractère provisoire, il ne pouvait donner la permission à Trotsky, et

Toujours la politique de la "révolution populaire"

# La collusion du plébiscite sert la social-démocratie

Les dirigeants staliniens de Moscou et de Berlin ont porté un coup terrible au communisme dans le monde entier par leur collusion avec les fascistes hitlériens pour le plébiscite visant à dissoudre le Landtag socialiste de Prusse.

Lors du 6e Congrès de l'Internationale, Trotsky a combattu la théorie selon laquelle les véritables communistes, ceux de l'opposition de gauche, pourraient s'allier aux opportunistes pour renverser le centrisme stalinien. Il a souligné les dangers mortels pour la révolution ouvrière d'une telle alliance *dans le camp prolétarien.*

Mille fois plus funeste est la monstrueuse collusion du faux communisme stalinien avec le fascisme hitlérien, parce que cette position, *qui a un pied dans le camp ouvrier et un pied dans le camp capitaliste*, soude, au lieu de le dissocier, le bloc socialiste des ouvriers trompés et des chefs qui, liés à la bourgeoisie, les trompent.

Dans la *Maladie infantile*, Lénine expliquait, à propos des élections anglaises, que partout où la présentation d'un candidat communiste pouvait faire élire le conservateur à la place du travailliste, il fallait renoncer à la candidature communiste, sans cesser une minute de dénoncer aux ouvriers les chefs traîtres et leur politique de trahison.

On voit par là avec quelle énergie farouche Lénine eût combattu, en Angleterre, l'alliance électorale avec les conservateurs pour faire échec aux travaillistes et avec quelle énergie farouche, s'il vivait parmi nous, il combattrait à l'heure actuelle, en Allemagne, la collusion électorale avec les hitlériens pour faire échec aux socialistes.

C'est aujourd'hui l'opposition de gauche qui, seule, est fidèle aux enseignements concordants de Lénine et de Trotsky, à toute l'expérience et à toute la tradition de l'Internationale communiste du temps où elle n'était pas encore dévoyée par la fraction « stalinienne ».

∴

Un véritable communiste combat les chefs et le noyau essentiel des cadres du socialisme parce qu'ils sont l'aile gauche de la bourgeoisie, parce que cette aile gauche, *dans la situation historique où se trouve l'Allemagne*, est le fourrier du fascisme dont elle fait, au moins objectivement, le jeu car, même lorsqu'elle le combat, elle mène sa lutte sur le terrain étriqué de la conservation et de la restauration du capitalisme alors que, pour combattre efficacement le fascisme menaçant, il faut se placer sur le terrain de la destruction révolutionnaire du capitalisme.

Mais, pour les staliniens, la social-démocratie n'est pas seulement l'aile gauche de la bourgeoisie, le fourrier du fascisme ; elle est, d'après eux, une forme à peine voilée du fascisme, elle est le social-fascisme.

Comment, en vertu d'une telle conception, peut-on légitimement préconiser la lutte contre la forme à peine voilée du fascisme par une collusion avec la forme du fascisme la plus brutalement proclamée ; comment, en vertu de la conception stalinienne, peut-on légitimement préconiser la collusion avec le fascisme hitlérien contre le social-fascisme ?

Le moins qu'on puisse dire d'une telle politique, objectivement criminelle, c'est que, même en lui supposant des intentions pures, elle n'est que la politique de Gribouille se jetant à l'eau pour éviter d'être mouillé par la pluie.

La collusion électorale des staliniens et des hitlériens n'est pas survenue accidentellement; elle est le prolongement de la fausse politique des dirigeants actuels de Moscou ; elle est la forme aiguë du mal qui ronge notre Internationale et ses partis, mal qui apparaît maintenant à la lueur des éclairs de l'orage qui secoue l'Allemagne.

Le mot d'ordre louche de *révolution populaire* substitué à la lutte pour la *révolution prolétarienne* préparait déjà la collusion sans principe du parti allemand se trainant à la remorque des hitlériens.

Et le mot d'ordre louche de révolution populaire n'est lui-même que l'aboutissant de la politique louche dite : Classe contre Classe, *caricature stalinienne de la véritable lutte de classes.*

En vertu de la politique dite : Classe contre Classe, on abandonne en pratique le front unique ; on aggrave la scission syndicale ; on fait élire le bourgeois à la place du socialiste par le maintien systématique des candidats communistes dans les pays où il y a un deuxième tour de scrutin.

∴

Une telle politique part de cette idée fausse que tout ce qui n'est pas déjà communiste (communiste à la manière de Staline) constitue une même masse également hostile et réactionnaire.

Engels a jadis dénoncé cette fausse conception en des termes qui conservent aujourd'hui toute leur force.

Il a montré que les communistes doivent au début entraîner contre le pouvoir bourgeois des masses travailleuses incomplètement conscientes et que c'est seulement à la fin du processus révolutionnaire que les communistes, ayant au cours de la lutte grossi les rangs de leurs partisans, s'opposent irréductiblement à tout ce qui, au moment décisif, refuse de livrer l'assaut au pouvoir capitaliste.

Engels termine en disant que considérer tout ce qui n'est pas nous comme une masse également réactionnaire, c'est vouloir commencer la révolution par la fin et par là même se condamner à ne jamais la faire .

Cette fausse théorie combattue par Engels et mise en avant par Staline isole le parti, l'affaiblit, rétrécit son influence ; et, lorsque le parti dépérissant éprouve la nécessité de sortir de son isolement, il s'infeode à n'importe quelle alliance, se met à la remorque de n'importe qui, selon le hasard des circonstances.

Ainsi, en 1917, sous la pression du Koulak, support des forces thermidoriennes de l'intérieur et point d'appui des impérialistes de l'extérieur, Staline s'est d'abord traîné à la remorque des traîtres du Conseil général des Trade Unions Britanniques et des généraux chinois « de gauche » ; puis, sous la pression des ouvriers réveillés par ces glissements opportunistes, Staline zigzaguant « à gauche » s'est mis à combattre la social-démocratie, mais en se trainant indirectement d'abord, puis directement, à la remorque, en bien des cas, de la fraction la plus réactionnaire du capitalisme et maintenant du fascisme hitlérien.

Ainsi va le centrisme stalinien, « suiviste », ballotté par les événements, tiraillé en sens divers par les forces contradictoires des classes ennemies.

En juillet dernier, lorsque les faillites se multipliaient, lorsque les banques et les caisses d'épargne fermaient leurs guichets, lorsque l'édifice capitaliste allemand craignait jusqu'en son tréfonds, les staliniens allemands, faute de perspectives pour le mouvement révolutionnaire mondial, sacrifié par eux à l'illusion de l'achèvement du socialisme dans un seul pays et les hitlériens, faute de perspectives pour le capitalisme allemand, demeurèrent dans une relative passivité.

M. Léon Chavenon, directeur politique de l'*Information financière*, écrivait dans le numéro du 16 juillet :

« La situation politique en Allemagne, qui pourrait être pire, ne s'est pas sensiblement aggravée jusqu'ici, le gouvernement du Reich ayant les pouvoirs nécessaires pour parer aux nécessités de l'heure, tandis que les communistes sont relativement passifs et que les hitlériens ne semblent pas, quant à présent, très désireux d'assumer les responsabilités de la situation. Le gouvernement Brüning a donc quelques journées, tout au moins, devant lui. Mais la situation financière réclame des mesures nouvelles : la vie monétaire et économique du Reich ne peut être suspendue. »

Quel communiste un tant soit peu informé n'a pas cruellement souffert de ces félicitations, hélas méritées, adressées à notre parti-frère d'Allemagne par un des porte-parole les plus autorisés du capitalisme français ?

∴

Le fascisme hitlérien sortit le premier de l'inaction. Il se dit : Travaillons toujours en exaltant les illusions nationalistes, à prendre le pouvoir, totalement ou partiellement ; nous aviserons ensuite.

L'obstacle, c'était le Landtag socialiste de Prusse, forteresse de la démocratie bourgeoise de gauche appuyée sur les ouvriers réformistes et sur la petite bourgeoisie républicaine des villes et des campagnes.

Le parti de Hitler décida de donner l'assaut à cette forteresse sur le terrain légal du parlementarisme. Il exigea, conformément à la Constitution de Weimar, un plébiscite en vue de la dissolution du Landtag.

Les staliniens emboîtèrent le pas.

Selon eux, il s'agissait de transformer le plébiscite fasciste en plébiscite rouge et ils prétendent aujourd'hui y avoir réussi. Le gouvernement socialiste abattu, les staliniens se seraient mesurés avec les hitlériens, les auraient vaincus et, passant sans doute par l'étape de la révolution populaire, ils auraient instauré la République des Soviets d'Allemagne !

Il faut éliminer de notre Internationale, déjà bien malade, le poison mortel de cette nouvelle fausse théorie.

En Prusse, la coalition plébiscitaire bourgeoise : hitlériens, racistes, populistes disposait de plus de huit millions de voix.

Ce n'est pas en quelques jours qu'une campagne de propagande si claire, si énergique fût-elle, pouvait gagner à la cause révolutionnaire la totalité des ouvriers et des petits bourgeois hésitants de la ville et de la campagne égarés dans les rangs de l'extrême réaction nationaliste. Ce qu'il était possible de gagner ne pouvait l'être, en tout cas, que par une propagande claire, incompatible avec le mot d'ordre confus et louche de la révolution populaire. Ce qu'il était possible de gagner n'était, en aucun cas, suffisant pour retourner révolutionnairement le sens du plébiscite.

∴

Pour qui ne veut pas mentir effrontément, il est clair que le succès du plébiscite eût abouti, pour le moins, à installer au pouvoir en Prusse, et par voie de conséquence dans tout le Reich, la coalition des hitlériens, des racistes et des populistes.

Et cette coalition fasciste au pouvoir n'eût trouvé devant elle qu'un prolétariat divisé comme il ne le fut jamais, ouvriers socialistes et communistes se lançant mutuellement à la face leurs alliances bourgeoises, permanentes ou occasionnelles.

Les ouvriers socialistes n'auraient pas pardonné aux staliniens d'avoir frayé le chemin au fascisme et se seraient soudés davantage encore à leurs chefs.

Et c'est en se débarrassant du gouvernement socialiste de Prusse *dans ces conditions* que les staliniens prétendaient faire la révolution !

Les ouvriers socialistes sont encore en Allemagne la majorité de la classe ouvrière ; ce n'est pas en rompant avec eux, en les rejetant vers leurs chefs, en les dressant contre nous, que nous pouvons faire la révolution.

La révolution se fait en gagnant la majorité de la classe ouvrière sur les points décisifs ; c'est la force de la classe ouvrière rassemblée qui entraîne les masses travailleuses hésitantes de la ville et de la campagne ; la révolution communiste s'accomplit *par la classe ouvrière* comme l'enseignèrent Marx, Lénine et l'Octobre 1917.

La nouvelle théorie stalinienne sur les voies de la révolution allemande, c'est la théorie d'une *révolution de secte*. Quand la secte espère vaincre pacifiquement, par le rayonnement de l'exemple, c'est le socialisme utopique ; quand la secte lutte insurrectionnellement, c'est le blanquisme. Staline, en Allemagne, recule au-delà du blanquisme. Qui sait si, reprenant demain à son compte la théorie de Rykov en 1927 sur la possibilité pour l'U.R.S.S. de vaincre le capitalisme mondial par les voies de la rivalité pacifique, Staline ne reculera pas bientôt, sous une forme modernisée, presque aux fausses positions de principe du socialisme utopique ?



*(Voir la suite page 2, 2e col.)*

que seulement il pouvait traiter l'affaire, seulement il accepterait de puissance à puissance, ce qui équivaut à dire de régler cette affaire avec le Gouvernement soviétique, le Gouvernement de Staline qui exila Trotsky de Russie. Aujourd'hui, le Gouvernement Zamora-Maura est effectif, appuyé par la Constituante. Trotsky, l'indésirable pour tous les Gouvernements bourgeois, l'expulsé de Staline, posera de nouveau sa pétition d'autorisation pour résider en Espagne. Et les ouvriers espagnols suivant l'exemple de ceux qui, dans l'Astillero, ont voté pour le grand révolutionnaire, réclameront énergiquement l'autorisation nécessaire.

**LES MINISTRES SOCIALISTES**

La presse bourgeoise a commencé la lutte ouverte contre deux des trois ministres socialistes qui appartiennent à l'actuel Gouvernement de la République : contre Indalecio Prieto, ministre des Finances et contre Largo Caballero, ministre du Travail; et c'est présisément parce que ces dits messieurs causent un sérieux danger pour le Gouvernement, étant deux ministres qui, avec Maura, ont perdu tout prestige et se sont déshonorés. Prieto a réalisé un travail catastrophique à la tête de la Finance espagnole. La peseta a souffert d'une dépréciation énorme qui a produit une aggravation dans la déjà si difficile situation économique espagnole et a amplifié la crise de travail. Caballero s'est distingué par sa politique anti-ouvrière et s'est fait haïr par les travailleurs. Les ouvriers se soulèvent contre ceux qui, usurpant une représentation que nul ne leur a concédée, travaillent contre les intérêts de la classe. La presse bourgeoise, se rendant compte de l'importance de l'affaire, préconise l'idée de remplacer les deux ministres socialistes par d'autres qui sauront mieux remplir les fonctions ministérelles. En réalité, Prieto et Caballero ont démontré une incompétence absolue à la tête de leur Ministère respectif. La bourgeoisie qui leur donna leurs postes pour que de là ils enrayent les impétuosités de la classe ouvrière, voit que ce qu'ils ont fait a été d'exacerber le courage des ouvriers par leurs myopes agissements et prétend les destituer. Elle y réussit. Prieto surtout est noyé dans son ministère.

**LA REPRESSION CONTINUE**

A la sortie d'un meeting du S. R. I., à Madrid, la police a chargé contre les ouvriers en tuant un, et en blessant plusieurs. Ensuite, furent arrêtés plusieurs travailleurs. On suspend les réunions ouvrières et on saisit les journaux ouvriers, on viole la correspondance, on effectue des perquisitions domicilières, on applique la loi des juges contre les détenus sans défense, on emprisonne et on brutalise plus et mieux que durant la dictature de Primo de Rivera, comme dans les meilleurs temps de Martinez Anido. Le Gouvernement républicain a assassiné plus d'ouvriers que Primo de Rivera pendant les sept années de son Gouvernement.

La misère, la faim et le désespoir augmentent sans cesse dans les foyers prolétariens. Le prochain hiver menace d'être prodigue en combats désespérés entre les ouvriers qui demanderont du pain, et la police qui les mitraillera. Le Gouvernement actuel promet d'être sanguinaire et brutal plus que les Dictateurs de la Monarchie.

La classe ouvrière espagnole saura-t-elle s'organiser et réagir ?

Henri LACROIX.

Madrid, 8 août 1931.

## POUR LA VÉRITÉ

La situation actuelle impose à l'opposition des tâches considérables qui nécessitent une diffusion toujours plus large et plus fréquente de ses points de vue. L'inquiétude, le désarroi règnent à l'heure actuelle dans le Parti; en face du tournant dans la C. G. T. U., des échecs du 1er août, du discours de Staline, de la tactique du P.C. allemand au plébiciste en Prusse, les camarades du Parti cherchent des réponses claires, précises. Dans la confusion qui règne, l'opposition peut en parlant clairement porter de sérieux coups au centrisme et œuvrer considérablement au redressement du Parti.

Tous ceux qui nous lisent, qui suivent notre activité doivent nous aider. Ils doivent souscrire pour *la Vérité* qui doit redevenir hebdomadaire ; ils doivent s'y aboоner, nous envoyer des listes de sympathisants.

## Souscription de la Quinzaine

Gérard 10 fr.; Dreyfus, 5 fr.; Ray, 50 fr.; L. D., 500 fr.; Groupe juif, 12 fr.; Myrtos (2 souscriptions), 50 fr.; Silva, 20 fr. Trolli, 10 fr.; Orsoni, 10 fr. ; H., 100 fr. ; Groupe de Marseille (souscription et abonnements), 50 fr.; Aucheur, 10 fr.; J. M., 100 fr.; Un camarade juif, 10 fr.; Walfisz, 10 fr.; Frank, 50 fr.; Buire, 2 fr.; Petit, 2 fr.; Sarah, 30 fr.; R., 50 fr.; Groupe de Lyon, 25 fr.; Groupe de Paris, 100 fr. — Total : 1.206 fr.

# Dans l'Internationale

### EN GRÈCE

## Le Sens des Elections de Mytilène

Après les résultats surprenants de l'élection de Mytilène où le parti communiste, en collaboration avec l'opposition, a recueilli 4.700 voix environ (dans la seule ville de Mytilène, le P. C. a eu la majorité des voix, soit 1.700 sur 3.000), la presse bourgeoise grecque, sans distinction de tendances, s'est effrayée du « danger communiste menaçant ».

En effet, c'est la première fois que le P. C. G., depuis sa fondation en 1920, concentre un si grand nombre de voix dans ces régions. L'île de Mytilène était, à juste titre, considérée come fief électoral inexpugnable du Vénizelisme. Depuis 1912, date du rattachement de l'île à la Grèce, la population, composée en grande partie de villageois moyens et d'artisans, pressée de tous côtés par le régime royaliste, accordait toujours ses voix à Venizelos.

Mais si la crise économique a touché toute la Grèce, elle n'a pas épargné Mytilène. L'île, au commerce jadis florissant, a été frappée cruellement par la catastrophe d'Asie Mineure survenue en 1922, en qui elle perdait un marché important. Le chômage s'est assez développé comme partout ailleurs en Grèce. La politique d'impôts pratiquée par le présent Gouvernement n'a fait qu'aggraver la situation des masses laborieuses de l'île. C'est exactement dans ces conditions que s'est déroulée l'élection

Le P. C. en est sorti grandement renforcé de la lutte, surtout grâce aux efforts combinés des camarades de l'opposition et du parti.

Dès que les résultats ont été connus, la presse bourgeoise a poussé de grands cris et a exigé la prise de mesures d'exception pour la répression du communisme. Le Gouvernement s'en est ému et a rejeté toute la « responsabilité » des résultats obtenus par le P. C. sur l'opposition royaliste et républicaine

Ces derniers n'ont pas manqué de riposter. Evidemment, les partis bourgeois ne s'attendaient pas du tout à ces résultats. Le leader de l'opposition royaliste Tsaldaris, dans ses déclarations à la presse, a relevé le besoin immédiat d'une collaboration étroite de tous les partis bourgeois pour parer au péril communiste.

On parle déjà de la formation imminente d'un bloc des partis libéral et populaire en vue des prochaines élections parlementaires de 1932 pour éliminer les communistes.

Les deux principaux partis bourgeois croient, par une collaboration de forme, enrayer la radicalisation incessante des masses. Mais les mesures administratives ne sauraient nullement remédier à une situation qui découle de l'anarchie existant dans la production capitaliste.

La *Lutte des classes*, organe de l'opposition communiste de gauche (archio-marxiste) analysant les causes du succès du P. C. à Mytilène, attribue cet avancement à la radicalisation des masses qui se produit ici sur une grande échelle. En effet, on ne saurait expliquer autrement ce succès du P. C. G. Les stalinistes n'ont rien fait dans l'île pour justifier un pareil résultat. Les masses laborieuses (ouvriers de Mytilène dont l'opposition dirige divers syndicats) et les masses des paysans pauvres se sont tournés vers le communisme.

Devant les communistes grecs, et surtout l'opposition de gauche, se posent aujourd'hui de nouvelles tâches en vue de nouvelles grandes luttes. Remédiant aux erreurs de l'impassible bureaucratie stalinienne, les camarades de l'opposition doivent travailler avec persévérance pour attirer les masses laborieuses qui désertent des partis bourgeois, au sein des organisations révolutionnaires de classe. Ils y réussiront.

**Salonique, juillet 1931. Oppositionnel.**

### TOUJOURS LA POLITIQUE DE LA " RÉVOLUTION POPULAIRE "

## La collusion du plébiscite sert la social-démocratie

*(Suite de la page 1)*

Quand survint la crise allemande, il fallait prendre l'initiative et non la laisser aux hitlériens.

Il fallait, non pas écrire une lettre au gouvernement prussien, le menaçant d'une collusion électorale avec les fascistes ; mais, du haut en bas, proposer aux organisations socialistes et syndicales le front unique prolétarien contre la menace fasciste, contre l'évasion des capitaux, contre la politique de Brüning

Un bon programme de front unique devait comporter les points suivants : légalité pleine et entière des organisations ouvrières comportant le droit de réunion et de manifestations sans aucune entrave ; dissolution de l'organisation fasciste de combat, le *Casque d'Acier* ; expulsion de la Reichswehr et des administrations publiques de tous les membres du parti fasciste ; contrôle ouvrier des banques ; impôt progressif sur le capital, organisation de grands travaux d'utilité publique, collaboration économique plus large avec l'Union soviétique, journée de travail plus courte, l'ensemble de ces dernières mesures permettant de faire face au chômage, lutte contre la diminution des salaires, traitements et pensions.

Avec les organisations socialistes qu'il eût entraînées, le parti devait développer ce programme devant les masses et l'opposer à la voie sans issue tracée par le nationalisme exaspéré du fascisme hitlérien.

Il devait, en particulier, demander aux ouvriers de manifester leur accord sur ce programme et pour cette action en participant au plébiscite, non pas pour voter « oui » avec les fascistes, mais pour voter « non » contre les fascistes. De cette façon le P. C. allemand se serait distingué du parti social-démocrate en demandant aux ouvriers non pas de rester passifs en s'abstenant, mais de faire un premier geste dans la lutte contre le fascisme et il se serait montré comme placé à la pointe du combat contre le fascisme.

Au cours de cette vaste agitation, le parti devait montrer la voie communiste vers les Conseils ouvriers et paysans et vers la révolution prolétarienne qui bénéficierait de l'appui du prolétariat mondial et qui, s'unissant avec l'U. R. S. S. constituerait une premier pas vers les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Certes, le gouvernement socialiste de Prusse et le noyau essentiel des chefs de la social-démocratie auraient repoussé le front unique, antifasciste ; mais nous aurions entraîné avec nous des organisations et des fractions d'organisations socialistes et, même les ouvriers socialistes que nous n'aurions pas dès l'abord entraînés, auraient regardé notre action avec sympathie.

Par une telle pratique du front unique, nous aurions fait apparaître le véritable caractère du gouvernement socialiste prussien et de la social-démocratie allemande qui sont les soutiens du capitalisme et les fourriers du fascisme, devant les ouvriers socialistes ouvrant les yeux, nous aurions pu dénoncer efficacement la trahison de leurs chefs.

Oui, nous, communistes de gauche, nous voulons renverser le gouvernement prussien et la social-démocratie, mais nous voulons le faire avec les ouvriers socialistes ralliés à la lutte de classes et dans le combat implacable contre le fascisme.

Les staliniens ont voulu renverser le gouvernement socialiste de Prusse en collusion électorale avec les fascistes.

Ils ont dressé contre eux les ouvriers socialistes et repoussé un million et demi d'électeurs communistes révoltés par une telle politique qui déchire et déchirera longtemps et cruellement notre parti frère d'Allemagne et toute l'Internationale.

Cette politique affaiblit notre parti, et elle renforce à la fois le fascisme et la social-démocratie, fourrier du fascisme. Cette politique tourne le dos à la révolution.

Il faut chasser cette politique; il faut réintégrer les oppositionnels de gauche qui n'ont cessé de la dénoncer; il faut refaire l'unité bolchevique du parti communiste international de Lénine, condition de la victoire révolutionnaire mondiale.

### EN U.R.S.S.

## Lettre de Moscou et de la déportation

*Moscou, le 21 juin.*

*Après une assez longue interruption, j'ai réussi à passer quelque temps à Moscou. Le ravitaillement est extrêmement mal assuré ; il ne faut pas oublier qu'à Moscou il l'est, toutefois, beaucoup mieux qu'en province. L'hiver fut très dur, l'année passée ne fut pas douce non plus, mais on n'a jamais encore souffert comme maintenant. La situation des ouvriers est non seulement mauvaise, mais elle empire. Les succès de laconstruction n'ont rien apporté aux ouvriers et on réclame d'eux de l'enthousiasme... avec le ventre vide. Les ouvriers se plaignent du gâchis effroyable et du régime bureaucratique dans l'usine, dans les syndicats, partout. Les manquements sont devenus « permanents ». Les brigades de choc (les ouvriers disent « on se choque tout le temps ») ne donnent aucun effet. Il est hors de doute que sous le voile des criailleries officielles sur les succès ininterrompus, nous nous acheminons vers une accumulation accélérée des contradictions. Nombreux sont ceux qui voient cela. Les « ambulants » (les ouvriers qui se déplacent d'une usine à l'autre) existent toujours. Et cela, malgré la règle d'après laquelle, en changeant d'usine l'ouvrier n'a pas droit à un salaire plus élevé que celui qu'il avait à l'usine qu'il vient de quitter (le montant de son salaire doit être marqué dans son livret)... L'ouvrier s'approvisionne dans la coopérative de l'usine. A part ces coopératives divisées en catégories: la 1re catégorie (prolétariat industriel), 2e catégorie (ouvriers non industriels) et 3e catégorie (employés) ; il existe des coopératives près des lieux d'habitation. Il existe encore toute une série d'approvisionneurs camouflés : pour les diplomates (sans restrictions), pour les spécialistes étrangers, pour les gros bureaucrates, etc. Tout cela est différencié selon les grades et les postes occupés.*

*A part cela, on a créé, comme vous le savez, des coopératives où tout est vendu au prix du marché. Ici tout est 5 à 10 fois plus cher ; les prix sont absolument inabordables. Le Moselpromtorg, l'une des entreprises où on peut acheter tout mais à des prix fantastiques, est surnommé le musée de Ramsine (ou de Staline). « Musée » parce que les produits qui s'y trouvent sont à regarder et non pas à acheter, ils sont trop chers.*

*...J'ai parlé, à quelques-uns des militants qui, dans le temps, critiquaient bien des choses. Il est aujourd'hui encore plus difficile que l'année dernière de parler « à cœur ouvert » avec qui que ce soit. La plupart de ces camarades furent très sympathisants à notre critique pendant la période « d'exagération » et « de vertiges ». Ils sont tous d'accord pour reconnaître que la pensée du parti est étouffée, qu'il n'y a aucune vie dans le parti. Ceci ne constitue pas un objet de discussion. L'un de ces camarades — un dirigeant très important de l'économie — m'a dit à peu près ceci : il n'y a rien à faire, il faut subir le régime stalinien. On ne peut pas diriger chez nous sans la poigne de fer. Il n'y a que comme cela que l'on puisse achever le plan quinquennal — aujourd'hui cela importe le plus. Il n'y a rien à attendre de l'I. C. Elle est faible et ne vit que grâce à nos subsides. Il n'y a pas de chefs ; il n'y a même plus de partis, exception faite du P. C. allemand. Nous le savons parfaitement bien. L'I. C. ne nous mènera pas loin ; c'est pourquoi il faut développer ce qui est, c'est-à-dire l'Union Soviétique. C'est une tâche réelle. Une telle position nationale socialiste n'est pas exceptionnelle et je crois qu'elle vient d'en haut (c'est exact : c'est bien ce que Staline disait à Lominadze en parlant de l'I. C. (N. de la R.).*

*Il est intéressant de remarquer que la plupart acceptent les persécutions contre Riazanov avec la même passivité : il n'y a rien à faire. Bien entendu, mes interlocuteurs ne reflètent qu'une petite couche du parti, mais pour cette couche les sentiments qu'elle exprime sont, il me semble, symptomatiques...*

Voix de la déportation.

*...Depuis le printemps j'habite un endroit nouveau. Pendant l'hiver et le printemps on a « secoué » toute la déportation de sorte que celui qui, comme moi, par exemple, n'a pas été envoyé dans l'isolateur fut transféré dans un endroit plus « nocif ». Comme auparavant, on est très mal du point de vue du ravitaillement et de la poste : un message d'amis est une chose extrêmement rare. Malgré cela nous avons, il n'y a pas bien longtemps, lu avec un grand plaisir la brochure « Qu'est-ce que la Révolution Permanente ? ». Ch. G. Rakovsky a élaboré des thèses sur « les lois de la dictature socialiste » ; ces thèses nous sont parvenues. Si vous n'avez pas les derniers travaux de Rakovsky, je puis vous affirmer qu'ils coïncident entièrement avec les travaux du vieux.*

*... De partout nous parviennent des nouvelles au sujet de la nouvelle vague de répression. En mai on a arrêté à Moscou beaucoup de « récidivistes » (c'est-à-dire des anciens oppositionnels revenus à l'opposition). Certains d'entre eux furent envoyés à Solovki ; d'autres furent condamnés à dix années de camp de concentration. Deux camarades ont décrété la grève de la faim ; leur état a été très grave. Nous ne savons pas, malheureusement, ce qu'ils sont devenus.*

*Au printemps de cette année, le délai de déportation de plusieurs d'entre nous devait expirer (3 ans), mais la majorité a eu du « rabiot », souvent même l'isolateur. Quelques-uns furent arrêtés de nouveau un mois ou même moins, avant l'expiration du délai de déportation. Le but poursuivi est toujours le même : on cherche notre extermination.*

*...Les camarades qui n'ont pas été arrêtés à nouveau ont obtenu certaines « réductions » ; en réalité cela s'exprime par un transfert dans un nouveau lieu de déportation.*

*...Il existe chez nous un grand intérêt pour la révolution espagnole et ses perspectives. Il serait intéressant de connaître l'opinion du vieux. Aucun de ses travaux sur la Révolution espagnole ne nous est parvenu.*

## La Diminution des Salaires aux Etats-Unis

La poursuite des diminutions de salaires à travers le pays a obtenu maintenant une marque officielle sous la forme d'une lettre adressée par le secrétaire d'Etat au Commerce, Lamont, au membre du Congrès, le démocrate Condon, de Rhode Island. Cette lettre classe formellement l'administration Hoover non seulement pour ne rien faire devant les diminutions de salaires, mais même pour les encourager. Comme la période de « dépression » dure, écrit Lamont, maintes industries « sont placées devant la perspective de fermer à nouveau, ce qui augmente le chômage ou, autrement, de procéder temporairement (!) à des diminutions de salaires ».

Condon a mis en lumière ce qui est déjà un lieu commun, que des milliers d'ouvriers du textile de la Nouvelle-Angleterre ont vu leurs standards de salaires radicalement abattus dans la récente période. La réponse de Lamont révèle maintenant la vraie face de l'administration capitaliste qui a tenté pendant des mois de dissimuler son approbation des diminutions de salaires et son activité pour briser les grèves quand les travailleurs résistaient à l'attaque de leurs conditions, au moyen d'une politique hypocrite d' « assurances » que la Maison Blanche était opposée aux abattements de salaires. Même maintenant à la suite de la tiède réception faite à la déclaration Lamont, dans les rangs de la classe ouvrière, le Secrétaire au Travail, Doak, a parlé pour la Maison Blanche, c'est-à-dire pour Hoover, renouvelant l' « assurance » valant celle de ses prédécesseurs, que l'administration était opposée aux diminutions de salaires.

L'administration Hoover n'a jamais fait un seul pas pour intervenir contre les centaines de diminutions de salaires. Son activité s'est réduite à envoyer des briseurs de grèves spécialistes, déguisés en « conciliateurs » du ministère du Travail, dans chaque situation où une grève était possible. Par le même ministère, il a expulsé des milliers d'ouvriers nés à l'étranger, les craignant comme troupes de choc de la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste et il se prépare à expulser particulièrement ces travailleurs nés à l'étranger, qui sont liés aux militants et aux organisations révolutionnaires du mouvement ouvrier.

La déclaration de Lamont, malgré toutes les contre-déclarations de Doak, ne peut manquer d'avoir partout un effet salutaire sur les ouvriers, dispersant tout reste d'illusions sur la « loyauté » du gouvernement. Elle doit éveiller chez les travailleurs le sentiment que seule la résistance acharnée la plus unifiée contre l'offensive patronale peut les sauver d'être réduits à un niveau de famine. Le mouvement pour l'unité de front, pour organiser la défense des travailleurs sur la plus large échelle possible, acquiert une importance exceptionnelle en face d'un Lamont arrachant le masque du gouvernement. Le mouvement pour l'unité de front est facilité en outre par l'annonce d'un plan pour diminuer de 10 pour cent les salaires des travailleurs de l'acier — déjà réduits au plus bas. Avec les mineurs déjà dans la bataille, un mouvement des travailleurs de l'acier s'étendant largement signifierait le commencement d'une nouvelle grande page de l'histoire du travail en Amérique. Manquer cette occasion de mobiliser des centaines de milliers d'ouvriers sur des mots d'ordre de front unique signifierait pour les communistes une faillite tragique pour évaluer la grandeur des possibilités offertes aujourd'hui aux militants révolutionnaires pour opposer le travail contre la classe capitaliste et son serviteur loyal, le gouvernement.

(The Militant, 1er août 1931.)

### AUTOUR DU PLÉBISCITE

## LETTRE D'ALLEMAGNE

*...On prétend avec beaucoup d'insistance qu'au C.C. du Parti, il y a eu de grandes divergences sur le plébiscite. Taelmann était contre, Neumann était pour ; il y aurait eu entre eux des discussions extrêmement violentes. Le 21 juillet, la Rote Fahne étant interdite, la presse communiste locale donnait le mot d'ordre : « contre le plébiscite blanc ». Le 22, la Rote Fahne reparut avec pour mot d'ordre : « pour le plébiscite rouge »... Il est à noter que la Pravda n'a publié aucun article sur la question.*

*...Quelques faits. Un communiste de la base, à qui nous demandions le sens de l'activité du Parti et ses perspectives sur l'aboutissement, nous répondit : « Il n'y a pas de quoi s'inquiéter, on n'y arrivera jamais ». L'action a été faite sans y croire.*

*...Le 5 a eu lieu un grand meeting du Parti dans la plus grande salle de Berlin. Il est difficile d'évaluer le nombre des assistants (7 à 10.000), mais la salle d'habitude absolument comble lors de meetings du Parti était à peine pleine aux places assises du parterre et à moitié vide quant aux trois étages de gradins. Le meeting a commencé avec un grand retard. Beaucoup de forces de police à l'extérieur, dans la cour et même, selon la loi, deux officiers de police, dont l'un en uniforme, dans la salle à côté de la tribune... Beaugrand, qui a parlé partie en français, partie en allemand, a soulevé beaucoup de sympathie... Après le discours de Beaugrand, une dizaine de schupos font irruption dans la salle et emmènent un jeune vendeur du Rot Front, qui est interdit. Cela ne provoque que des cris, mais aucune bagarre. Le meeting a continué après cet incident...*

*...Dimanche. Le visage de Berlin était habituel. Dans les quartiers ouvriers (Wedding), beaucoup de police, en auto, à cheval, à pied. Mais les rues sont calmes, aucun rassemblement ; dans l'après-midi, on voit beaucoup moins de police. La Rote Fahne a donné l'ordre de mettre des drapeaux rouges aux fenêtres. Dans l'ensemble, il y en a peu, sauf Köslinerstrasse qui est vraiment rouge. Les habitants de cette rue sont tous communistes : c'est là qu'eurent lieu les fusillades du 1er mai 1929.*

*...Nous avons visité plusieurs sections de vote ; ici ça se passe chez les bistros. A nos questions, les membres du Parti porteurs de placards nous ont répondu que ça n'allait pas bien. On espérait mieux pour l'après-midi, qui n'a apporté aucun changement. Avant les résultats, il était clair que le plébiscite a fait faillite à Berlin. Un communiste porteur d'un placard à l'entrée d'une section de vote, après avoir entendu notre opinion, nous répondit : « Avec le plébiscite, cela va mal ; et sans lui, cela va aussi mal ».*

*...Quant aux bagarres de la soirée et de la nuit, je vous écrirai la prochaine fois.*

### LA FÉDÉRATION CATALANE DANS L'IMPASSE

# Les Erreurs de Maurin

On a dit que sans théorie révolutionnaire il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire. En Espagne, cette vérité n'est jamais apparue avec autant d'évidence que dans le moment présent. Notre mouvement ouvrier se trouve terriblement désorienté quand plus que jamais une orientation précise et claire lui est nécessaire. Le chaos idéologique dans lequel a sombré la C. N. T. constitue un péril mortel pour la révolution. L'anarcho-syndicalisme ne peut conduire le prolétariat espagnol qu'à la déroute. Le dernier congrès de cette Centrale syndicale a anéanti tout espoir d'amélioration qui pouvait subsister; les dirigeants de la C. N. T. n'ont rien appris à la riche expérience de ces dernières années et continuent à s'agiter dans un confusionnisme stupéfiant.

L'indigence théorique a toujours caractérisé le parti socialiste espagnol. Mais si ses leaders n'ont pas donné une théorie révolutionnaire à la classe ouvrière de notre pays, ce n'a pas été seulement par incapacité mais parce qu'ils se sont inféodés à l'idéologie libérale bourgeoise.

Dans le mouvement communiste, si pénible qu'il soit de le dire, la situation, sous ce rapport, n'est guère plus flatteuse. Dans le parti communiste officiel le système de direction bureaucratique a anéanti toute possibilité de vie théorique. Personne ne se risque, par crainte de l'exclusion, à formuler la moindre idée ou initiative propre. D'autre part, les organisations autonomes, comme la Fédération communiste catalano-baléare et le groupe de Madrid flottent idéologiquement, dans l'air, soutenant une politique mal définie, pleine de vacillations.

Si l'actuelle désorientation idéologique persiste, les immenses possibilités que la situation comporte objectivement, favorables au prolétariat, se seront offertes en vain. Il manque en Espagne un parti communiste puissant, capable d'orienter le mouvement spontané des masses vers la conquête du pouvoir. Mais les prémisses indispensables de la formation d'un tel parti et la garantie de son efficacité comme instrument de libération de la classe ouvrière, résident dans l'élaboration d'une stratégie et d'une tactique révolutionnaires. Par suite, la lutte sur le front théorique doit occuper dans le moment présent une place prééminente, et les déviations et les erreurs doivent être combattues avec la plus grande énergie.

Pour ces raisons, la conférence faite le 8 juin à l'Athenes de Madrid par le camarade Maurin ne peut être passée sous silence, parce que, par l'esprit qui l'anime, elle constitue une tentative de revision des principes essentiels du marxisme révolutionnaire, tentative qui, si elle réussissait, représenterait un immense péril pour la révolution espagnole.

**Une position... incommode**

Maurin commença en déclarant que les communistes de la Fédération catalano-baléare, au nom desquels il parle, sont considérés comme staliniens par les « trotskystes », et comme « trotskystes » par les staliniens. Cela est logique. Le sort réservé à ceux qui, comme Maurin et l'organisation qu'il représente, n'ont pas de position politique nettement définie, c'est de recevoir les coups des uns et des autres, et de se voir contraints, en fin de compte, de se prononcer d'une manière concrète en s'incorporant dans l'une des tendances du communisme, ou bien d'être éliminés, d'une manière définitive, de l'arène politique.

La lutte tragique qui divise actuellement le mouvement communiste internationale a son origine dans des divergences profondes sur les problèmes fondamentaux de la révolution. Ces divergences pouvaient et devaient être liquidées par le seul moyen efficace connu jusqu'à présent: l'application du centralisme démocratique, considéré comme lettre morte et remplacé par le centralisme bureaucratique par l'internationale. Mais le fait est que les divergences non seulement subsistent, mais qu'elles se sont approfondies et vouloir garder une attitude de neutralité entre elles est impossible pour tout communiste. S'obstiner à prétendre le contraire ne peut conduire que là où en est maintenant Maurin, à adopter une orientation politique qui, si elle l'éloigne des staliniens et de l'opposition de gauche, le rapproche par contre de la gauche petite bourgeoise.

**Pourquoi Maurin n'est pas avec les « trotskystes »**

Comme la politique ne tolère pas le vide, Maurin se trouva obligé de dire pourquoi il n'est pas avec l'opposition communiste de gauche et pourquoi il est en désaccord avec la politique de l'Internationale.

A l'orientation politique de l'Opposition, Maurin ne put opposer la sienne, ou bien parce qu'il n'osa pas, ou bien parce qu'il n'ose pas déclarer que l'appréciation de la situation politique espagnole formulée par ladite Opposition et la tactique par elle préconisée sont justes. Aussi tente-t-il de s'échapper par la tangente, recourant à un des arguments préférés des sous-staliniens de tous les pays : affirmer que l'opposition communiste de gauche est l'ennemie du plan quinquennal. Justement, ces derniers temps, l'agence Reuter et les autres agences bourgeoises, faisant écho aux staliniens, ont attribué à Trotsky des interviews et articles falsifiés, selon lesquels notre camarade aurait qualifié ledit plan de « duperie » et aurait proclamé son échec complet. Maurin qui, jusqu'à présent, avait gardé une attitude neutre sur les problèmes intérieurs de la Révolution russe, a cru devoir unir sa voix au chœur stalino-bourgeois. Nous ne l'en félicitons pas. Parce que Maurin qui, pour diverses raisons, est plus au courant de ce qui se passe en Russie que beaucoup d'autres militants, Maurin qui ne peut s'en tenir à la simple adoration, propre au néophyte devant la Révolution russe, mais a le devoir d'étudier ses problèmes et de connaître l'histoire authentique et non celle fabriquée par la bureaucratie stalinienne, sait parfaitement que l'accusation qu'il formule ne correspond pas à la réalité. Ce leader du Bloc ouvrier et paysan a-t-il oublié l'histoire de ces dernières années ? Ne sait-il pas que c'est précisément l'Opposition de gauche qui fut l'initiatrice de l'industrialisation du pays ? Qu'elle soutient, sur cette question, une lutte acharnée contre les actuels dirigeants du parti communiste de l'U.R.S.S. qui nous accusaient de superindustrialisme et avaient recours aux collaborateurs menchévistes des organismes économiques de l'Etat — ceux-là mêmes que Staline a fait récemment juger comme suboteurs — pour l'élaboration de plans basés sur un développement minimum de l'industrie et de la protection du Koulak ? Est-ce que Maurin ignore que, précisément pour avoir défendu l'industrialisation contre ceux qui les traitaient de contre-révolutionnaires, les militants de l'Opposition communiste de gauche ont été exclus du Parti, emprisonnés, déportés et fusillés ? Maurin sait parfaitement tout cela et par suite son affirmation ne peut avoir qu'une de ces deux significations : recourir délibérément à l'erreur ou, s'assurer la bienveillance de l'Internationale en lançant une pierre contre les « trotskystes ».

**Le caractère « national » de la Révolution espagnole »**

Après avoir liquidé avec une belle désinvolture la divergence qui le sépare de l'Opposition communiste de gauche, Maurin n'eut plus qu'à expliquer en quoi consistent ses désaccords et ceux de son organisation avec la direction stalinienne de l'I. C. Ici, l'erreur du camarade Maurin est encore plus grave.

Maurin affirme que ce qui le sépare de l'Internationale communiste, c'est principalement une différence d'appréciation de la situation actuelle. L'Internationale — selon lui — a voulu calquer, dans les autres pays, l'expérience de la Révolution russe, et cela a conduit à l'effondrement des communistes en Allemagne, en Bulgarie, en Chine et en Esthonie. L'Espagne doit faire sa révolution, une révolution nationale, autochtone. Sous cet aspect, la conception de Maurin est une transplantation déformée de la théorie stalinienne antimarxiste du socialisme dans un seul pays, conception dont le caractère opportuniste renferme de graves dangers pour la cause du prolétariat.

Rien ne pourrait être plus funeste pour le prolétariat espagnol que de le séparer du mouvement communiste international, et de prétendre l'orienter selon une politique domestique de fabrication particulière.

Le sort de la classe ouvrière est étroitement lié à l'expérience internationale, car c'est grâce à elle que s'élaborent les méthodes de son émancipation. Dans l'élaboration de la tactique de Marx et de Lénine, un rôle de premier ordre revient à la contribution de l'expérience des grands mouvements révolutionnaires du 19e siècle et, plus particulièrement des révolutions de 1848 et de la Commune de Paris. Sans cette expérience, Lénine aurait été incapable d'élaborer avec tant de précision la tactique qui conduisit le prolétariat russe à la victoire en octobre 1917.

∴

Si l'Internationale communiste a enregistré des échecs dans les pays mentionnés par Maurin, ce fut non pour avoir calqué l'expérience de la Révolution russe, mais justement pour l'avoir complètement oubliée. En Chine, au lieu d'assurer l'hégémonie du prolétariat et de garantir son indépendance vis-à-vis des partis bourgeois, elle a préconisé le « bloc des quatre classes », subordonné le prolétariat à la bourgeoisie représentée par le Kuomintang, freiné la révolution agraire et, en conséquence de tout cela, préparé la victoire de la contre révolution bourgeoise de Tchang-Kaï-Chek..

Ensuite, comme si la leçon n'avait pas été assez dure, elle lia le sort du prolétariat et de la révolution au gouvernement de la petite bourgeoisie de Ouhan, — ce gouvernement qui, disait Staline en mai 1927, était quasiment la dictature du prolétariat et qui, naturellement, trahit lui aussi, les intérêts de la classe ouvrière.

En Allemagne, l'I. C., grâce à sa politique opportuniste, ne sut pas aborder l'occasion exceptionnelle qu'offrait la situation exceptionnelle du pays dans l'automne de 1923 pour la prise du pouvoir. Cette formidable faillite eut d'énormes conséquences pour tout le développement ultérieur du mouvement ouvrier international et elle marque le point de départ de la réaction sociale en Russie qui conduisit à l'intronisation de la domination bureaucratico-stalinienne.

∴

En Bulgarie le manque de décision révolutionnaire et l'opportunisme de la direction du parti provoquèrent le coup d'Etat réactionnaire de Zankov, qui devait coûter des torrents de sang aux ouvriers et aux paysans bulgares. L'insurrection qui éclata plus tard dans ce pays, puis en Esthonie ne furent que des tentatives aventuristes faites pour masquer les conséquences de la désastreuse politique pratiquée.

Est-ce que l'I. C. a échoué dans ces pays pour avoir calqué les méthodes de la Révolution russe ? Cela est vrai jusqu'à un certain point, pour autant que la politique de l'I. C. dans ces pays était inspirée par les conceptions et les méthodes des menchéviks. Nous sommes naturellement d'accord avec Maurin si c'est là l'exemple qu'il nous demande de ne pas suivre. Nous ne le sommes pas, est-il besoin de le dire ? si par son affirmation, il prétend que nous devons désavouer l'expérience bolchévique. En disant cela, nous n'entendons pas affirmer le moins du monde qu'il faut copier littéralement ce que les bolchéviks ont fait en Russie. Naturellement, il est indispensable de tenir compte des circonstances de lieu et de temps, des caractères spécifiques de chaque pays, mais de la même manière qu'un médecin tient compte de l'idiosyncrasie de chaque malade pour appliquer un traitement d'ordre général. L'essentiel, c'est l'orientation politique générale. Et en ce sens, il suffit de dire que le général prime le particulier. Quand on parle, par exemple, des révolutions bourgeoises passées, nous ne nous référons pas aux modalités diverses qui se sont manifestées dans les divers pays, mais à leur caractère fondamental : la destruction des rapports féodaux pour les remplacer par le régime de la démocratie bourgeoise. A notre époque, la lutte des exploités contre les exploiteurs se développe sur le terrain mondial et les manifestations nationales de cette lutte, ne constituent rien de plus qu'un aspect particulier de cette lutte générale. Dans ce combat gigantesque, le prolétariat ne peut atteindre son émancipation que par l'instauration de sa dictature, basée sur des organisations de masse comme les Soviets, les juntes révolutionnaires ou autres organisations analogues, avec un Parti communiste comme guide suprême.

**La théorie des quatre révolutions**

Selon le camarade Maurin, il faut réaliser en Espagne quatre révolutions : la révolution économique, la révolution politique, la révolution religieuse et la révolution nationale.

Cette façon de poser la question est absolument erronée et elle n'a absolument rien de commun avec le marxisme. *Toutes* les révolutions ont un caractère économique. Si elles ne l'avaient pas, elles ne seraient pas des révolutions, parce que celles-ci se caractérisent précisément par le fait qu'elles transforment les rapports économiques dans leurs racines mêmes... D'autre part, une révolution économique qui ne serait pas en même temps politique n'aurait pas de sens puisque, comme on l'a maintes fois répété, la politique n'est que l'économie concentrée. De telle sorte qu'on ne peut parler de révolution économique et de révolution politique comme de deux actions distinctes et séparées.

La révolution religieuse qui bouleversa l'Europe au XVIe siècle fut elle-même une révolution économique politique, caractérisée par la lutte de la bourgeoisie contre la féodalité qui avait toujours trouvé son principal défenseur dans la papauté. En Espagne, en réalité, ce n'est pas le problème de la révolution religieuse qui est posée, mais celui des relations entre l'Eglise et l'Etat, qui n'est rien de plus qu'un aspect de la révolution démocratique bourgeoise. Par suite, on peut dire que, en son fond, la révolution religieuse du XVIe siècle ne peut être considérée comme telle. La religion n'était qu'une étiquette recouvrant la lutte de la société capitaliste contre le féodalisme.

On peut en dire autant du problème des nationalités. Dans notre pays, ne se pose pas le problème d'une révolution nationale mais celui d'un mouvement d'émancipation des nationalités qui n'est, lui-même, qu'un aspect de la révolution démocratique bourgeoise.

En Espagne, par conséquent, il n'y a qu'une révolution à réaliser par suite de la contradiction existant entre les rapports de production et la superstructure juridico-politique. Et cette révolution ne peut être accomplie que par la classe ouvrière instaurant sa dictature.

**La question des nationalités**

En traitant de la soi-disant « révolution nationale », Maurin fit une déclaration qui provoqua une grande stupeur, non parmi les intellectuels de l'Ateneo — comme il le prétend — mais parmi les communistes. « Je vais faire une affirmation, dit-il à peu près en ces termes, qui va provoquer la stupeur: la Fédération communiste catalano-baléare est séparatiste. »

La stupeur des communistes ne pouvait être davantage justifiée.

Le mouvement d'émancipation des nationalités opprimées constitue un facteur révolutionnaire de premier ordre et joue un rôle de grande importance dans la révolution démocratico-bourgeoise. Le communiste ne peut, en aucune façon, adopter une attitude de passivité à l'égard de ce mouvement, considérant dédaigneusement que c'est là « affaire de la bourgeoisie »,ou le combattant au nom d'un internationalisme abstrait qui, en réalité, ne sert que de couverture à l'impérialisme, à la défense du centralisme despotique. Le communiste, qui est l'ennemi résolu de toute oppression, se prononcera nettement pour la reconnaissance du droit des peuples à disposer librement de leur destin, y compris le droit de se séparer de l'Etat dont ils font partie si telle est leur volonté. Sur ce point, il ne peut y avoir la moindre équivoque. Mais est-ce que cela signifie que le communiste doit se déclarer partisan de l'indépendance ? En aucune façon, au moins en ce qui concerne les communistes des nations opprimées. Le devoir du communiste consiste à combattre le chauvinisme local qui tend à fondre la lutte de classes dans l'unité nationale, et à mettre au-dessus des différences nationales, la solidarité de classe du prolétariat de tous les peuples.

Maurin n'aurait pas adopté une orientation fondamentale erronée sur cette importante question si, au lieu de tourner le dos à la Révolution russe, il s'était inspiré directement aux sources de la théorie et de la pratique du parti bolchevick. Lénine nous a légué une doctrine solidement établie sur la question nationale. C'est d'elle que devra s'inspirer Maurin, en renonçant à sa tentative stérile de créer une théorie absurde de « révolution nationale ».

**Convention nationale ou dictature du prolétariat?**

Pour ce qui est de l'appréciation des événement d'Espagne, il y a un point sur lequel toutes les tendances du communisme coïncident: la révolution espagnole se trouve actuellement dans l'étape démocratico-bourgeoise.

Les divergences se manifestent quand il s'agit de fixer la ligne stratégique et tactique. Les staliniens, copiant servilement la formule de Lénine de 1905-1907, et abandonnée par Lénine lui-même en 1917 — sans en comprendre l'esprit — lancent le mot d'ordre de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », comme si entre la république bourgeoise et la dictature du prolétariat il pouvait y avoir un régime intermédiaire. Cette conception a conduit la Révolution chinoise à un immense désastre. L'opposition communiste de gauche, s'inspirant non des formules mortes, mais de l'expérience vivante, affirme que la révolution démocratico-bourgeoise ne peut être réalisée que par la dictature du prolétariat. Les communistes ne doivent pas perdre de vue cette ligne stratégique de leur position et ils doivent y subordonner leur tactique. Cela n'exclut pas, mais au contraire présuppose les mots d'ordre démocratiques dans la période actuelle, de façon que les masses ouvrières et paysannes se convainquent, sur le terrain de leur propre expérience, que l'unique chemin qui conduit à leur émancipation c'est l'instauration de la dictature du prolétariat.

∴

Maurin qui, selon ses déclarations, n'est pas un communiste « orthodoxe » (que veut-il dire par là ? car jusqu'à présent le communiste orthodoxe était pour tout le monde celui qui reste fidèle à la doctrine du marxisme révolutionnaire) mais qui, en réalité, s'efforce d'adapter une ligne intermédiaire entre le stalinisme et l'opposition communiste de gauche, ne se prononce ni pour la position du premier ni pour celle de la seconde, mais, comme nous l'avons dit, la politique n'admet pas le vide, et par suite se trouvant contraint d'adopter une position définie, il prend le chemin de la petite bourgeoisie radicale. « Les Cortès constituantes, dit-il, ne peuvent réaliser la révolution démocratique. Cela devra être l'œuvre d'une convention nationale dirigée par les éléments avancés de l'Ateneo de Madrid. » L'auteur de ces lignes se voit obligé de combattre impitoyablement ce point de vue erroné qui, s'il triomphait, causerait un mal incalculable à la Révolution espagnole. Aucune assemblée du type démocratico-bourgeois ne peut réaliser, dans les circonstances actuelles la révolution démocratique. Les Jacobins d'aujourd'hui sont les communistes et non les éléments avancés de l'Ateneo, représentants typiques de la petite bourgeoisie radicale condamnée à l'impuissance. L'unique organisme équivalent à la Convention française du XVIIIe siècle ne peut être autre que le Congrès des soviets ou des Juntes révolutionnaires, instrument de la dictature du prolétariat et expression suprême de la démocratie prolétarienne en face de la démocratie bourgeoise. Le point de vue de Maurin ne peut conduire à autre chose qu'à détourner les masses de leurs véritables objectifs et à renforcer leurs illusions dans la possibilité d'une profonde révolution démocratique faite par la petite bourgeoisie.

∴

L'auteur de ces lignes est lié à Maurin par une vieille et sincère amitié et ce n'est pas sans tristesse qu'il s'est décidé à combattre ses opinions erronées. Mais « Amicus Plato, sed magis amica veritas » (Platon est mon ami, mais la vérité m'est plus chère encore.)

Seule la clarté idéologique, base indispensable de toute action efficace, peut sauver du désastre la Révolution espagnole. Nous voulons croire, toutefois, que Maurin — quoique depuis sa conférence de Madrid il y ait eu de sa part des récidives inquiétantes — corrigera ses erreurs et se décidera à rectifier sa position équivoque. C'est là ce que désirent ardemment tous ceux qui le considèrent comme une force de premier ordre dans le mouvement communiste espagnol.

André Nin.

# Le Tournant de la Direction et l'état de la C.G.T.U.

(Suite de la page 1.)

Dans l'ensemble des autres régions, c'est le même processus de régression et de dispersion de nos forces, et même pire. Il n'y a pas longtemps, on tachait de se consoler en disant que c'était là un phénomène de sélection des éléments sains des éléments mauvais, et qu'à la perte d'effectifs faisait contrepoids l'augmentation de l'influence de la C. G. T. U. sur la classe ouvrière. Mais maintenant, personne n'ose plus recourir à cette *fiche de consolation* car la réalité, comme la dialectique dans la tête des professeurs allemands, a fini par s'imposer même aux bureaucrates les plus sots et les plus bornés, même à Monmousseau. Malheureusement, l'influence de la C. G. T. U. sur les masses, influence dont le thermomètre est donné par la capacité de l'organisation révolutionnaire, à les mobiliser et à les entrainer dans la lutte, touche, aujourd'hui, un niveau encore plus bas que la perte des effectifs. Et cela, dans une situation objective où même une organisation à effectifs réduits pourrait, avec une juste politique et un énergique travail d'organisation, se voir suivie par des masses considérables et se mettre en état de grossir et de gonfler ses rangs.

La perte d'effectifs, même accompagnée par la diminution de l'influence, peut toutefois, dans certaines conditions, et pourvu qu'il ne s'agisse que d'un phénomène tout à fait transitoire, ne pas constituée un danger, même pour un syndicat, si cela lui donne une plus grande homogénéité interne, une plus solide capacité de direction et une plus grande possibilité de pratiquer une politique juste, comprise par les masses. Mais c'est justement le contraire de ce qui se passe dans la C. G. T. U. Jamais les forces centrifuges, n'ont agi avec tant de vigueur dans son sein comme actuellement. Toute une série de groupes, petits groupes et groupuscules surgissent, se décomposent et se recomposent incessamment dans ses rangs. Les « 22 » agissent presque ouvertement pour la liquidation tout court de la C. G. T. U. au profit des réformistes. Et après eux, il y aura les 12 et les 6, et les 3. Dans chaque Fédération, dans chaque syndicat, dans chaque section, les oppositions pullulent. Tout le monde est mécontent. Les courants d'idées, de tendances, parfois même les rivalités de personnes, rongent et désagrègent, même la fraction dominante, la fraction du Parti. Au lieu de l'homogénéité, il y a l'éparpillement poussé presque à l'extrême ; au lieu d'une plus solide capacité de direction, il y a le tâtonnement continuel, la confusion et le marasme ; au lieu d'une politique juste, comprise par les masses, il y a les coups de tête de la bureaucratie, ses directives et ses ordres que personne ne comprend, du sommet à la base, qui ne sont exécutés que par un nombre très restreint de camarades sous l'aiguillon de la discipline, qui déconcertent les masses, les rendent sceptiques et méfiantes et qui les poussent hors des syndicats, dans l'isolement et parfois même dans les bras des réformistes.

Pourquoi cela ? Quelles en sont les causes ? Comment remonter le courant ? C'est ce que nous nous proposons de dire dans nos prochains articles. — Bl.

**LE BULLETIN DE L'OPPOSITION RUSSE N° 23 EST PARU**

**AU SOMMAIRE**

**L. TROTSKY : Au sujet des coquins et de leurs auxiliaires.**
**LE NOUVEAU ZIGZAG ET LES NOUVEAUX DANGERS.**
**INTERVIEW DE L. D. TROTSKY A LA PRESSE AMERICAINE :**
**Les questions de la révolution espagnole au jour le jour.**
**L. TROTSKY : Au sujet de la plate-forme du « bloc ouvrier et paysan ».**
**Boukharine au sujet de la révolution permanente.**
**L'I. C. sous Lénine et la révolution permanente.**
**L. T. — Deuxième réponse à Malraux.**
**Lettres d'URSS.**
**Chronique de l'opposition internationale.**

# Le Front Ouvrier

## APRÈS LE 1er AOUT

## Bilan Stalinien

L'impuissance dans laquelle la politique stalinienne réduit le Parti se révèle, une fois de plus, après le 1er août 1931.

Certes, il ne saurait s'agir, pour l'Opposition de gauche, de mettre en cause le principe d'une journée internationale de lutte contre la guerre, à l'occasion de l'anniversaire du carnage impérialiste de 1914-18, mais encore faut-il éviter de donner à cette journée des objectifs disproportionnés aux réalités, aux conditions objectives, sous peine de sombrer dans l'aventurisme. La « journée rouge » du 1er août 1929 a été l'exemple typique des inventions aventurières des tenants de l'ex-troisième période, et en France, elle a été le prélude de l'affaiblissement considérable, au profit des différentes nuances du réformisme, de la C.G.T.U., du marasme inquiétant dans lequel se débat le Parti.

Mais si les dirigeants de l'I.C. ont renoncé — depuis le « tournant » aux outrances aventurières « style journée rouge 1929 » — ils persistent à oublier que le succès des démonstrations et des luttes, dont les P.C. doivent prendre l'initiative est conditionné par la politique que ces mêmes P. C. mènent *en général*. Les errements centristes de la politique stalinienne, son inaptitude à donner une juste analyse des situations ne peuvent que produire des résultats pénibles, comme l'est cette journée du 1er août 1931.

Et pourtant la situation objective était indéniablement favorable : l'attaque du capitalisme contre le niveau de vie des ouvriers ; le chômage qui frappe des milliers de familles ouvrières alors que les dépenses militaires atteignent des sommes énormes ; les exploits « civilisateurs » de l'impérialisme français en Indochine et au Maroc ; les rivalités impérialistes et la volonté du capitalisme français de passer le carcan à la classe ouvrière allemande ; la crise qui ébranle l'Allemagne et les luttes ardentes des ouvriers espagnols contre le régime des bourgeois républicains et des socialistes à la Noske en Espagne ; voilà qui permettait de dresser le prolétariat français contre sa bourgeoisie le jour-anniversaire de la grande boucherie. Il n'en a rien été.

Naturellement, il se trouve toujours des bureaucrates — au fond sceptiques et blasés — pour se rassurer et rassurer les autres. La *Vie Ouvrière* hospitalise, notamment, la prose de ceux qui racontent que « le 1er août a permis aux organisations révolutionnaires d'alerter la masse ouvrière contre les dangers de guerre... » ; mais tout compte fait, ces mêmes bureaucrates avouent des « faiblesses ». Il faut dire que, pour la première fois, depuis longtemps le secrétariat du Parti tranche avec les habitudes de bluff en cours et reconnait par la plume de Thorez (*Huma* du 4 août) que « la journée du 1er août n'a pas eu l'ampleur qu'exigeaient les heures graves que nous vivons... » et il note « les résultats insuffisants obtenus le 1er août, par exemple l'absence de manifestations dans les grandes entreprises ».

On ne peut s'attendre évidemment à voir Thorez mettre sur la sellette la politique du Parti. Cette dernière est — comme de coutume — toujours juste. Tout tient à une mauvaise compréhension de cette politique toujours juste. Ainsi Thorez a découvert « une lacune essentielle ». Il affirme que « la préparation du 1er août n'a pas porté la marque du front unique, particulièrement de la recherche du contact direct et permanent, à l'entreprise, avec les ouvriers socialistes et confédérés, par l'élection de comités du 1er août ». Il y a là, en effet, une « lacune essentielle ». Mais d'où provient-elle? Pourquoi Thorez préfère-t-il rester dans le vague au lieu de préciser?

L'Opposition de gauche ne saurait se contenter de poser et de répondre évasivement aux questions politiques. A de nombreuses reprises elle a défendu une conception du front unique — pierre angulaire de la tactique communiste — dont l'application aurait évité « la lacune essentielle » dont parle Thorez. Elle a combattu l'inepte théorie du social-fascisme, repoussoir des ouvriers socialistes et confédérés ; elle a combattu le front unique à la manière des dirigeants du Parti qui font du front unique un rituel prétexte à d'incessants et creux bavardages sur « le front unique à la base ».

Thorez signale quelques résultats fragmentaires obtenus çà et là, mais le fait le plus important — et le plus inquiétant aussi — ce sont les résultats, ou plutôt le manque de résultats obtenus dans le Nord. Après la grève récente des mineurs ; quelques jours après le formidable mouvement des textiles du Nord, la masse des ouvriers de cette région constituée par d'énormes agglomérations prolétariennes, reste sourde aux appels du Parti.

A Lille, 200 manifestants ; dans le Pas-de-Calais, affluence dérisoire aux réunions ; pas même 1.000 manifestants pour le secteur d'Halluin et de Roubaix-Tourcoing. Tel est le bilan du 1er août dans le Nord. Et cela après une grève de 125.000 ouvriers ! On peut mesurer ensuite l'inconscience des dirigeants du Parti et de la C.G.T.U. qui prétendaient que le front unique « à la base » avait été réalisé au cours de la grève du textile ! De même que les chefs réformistes ont pu conduire la grève du textile à sa perte sans être gênés outre mesure par la tactique des dirigeants unitaires ; de même le 1er août, dans le Nord, signifie un recul extrêmement dangereux du Parti.

La « lacune essentielle », Thorez, c'est de continuer ou de faire le silence sur le véritable front unique préconisé par l'Opposition de gauche ; ou de le déformer malhonnêtement en racontant que l'Opposition de gauche n'envisage le front unique que comme une combinaison avec les chefs. Tant que la direction du Parti se refusera à acculer les organisations réformistes par des propositions d'action susceptibles d'être soutenues et défendues par les ouvriers réformistes eux-mêmes, le Parti, la C.G.T.U. n'avanceront pas. Les masses ouvrières continueront à être dupées par le poison réformiste. Le lamentable 1er août 1931 le démontre amplement.

Thorez invite le Parti à passer à « l'auto-critique » du 1er août. C'est, en effet, une chose qui peut être utile. Mais encore faut-il s'abstenir — pour que « l'auto-critique » ait un sens — de faire régner la terreur dans le Parti. Il faut réintégrer l'Opposition de gauche dans le Parti ; il faut réintégrer dans le rayon d'Halluin les quatre oppositionnels de gauche chassés du Parti pour avoir voulu éviter une « lacune essentielle » dans la tactique du front unique.

## Le 1er Août dans quelques Régions

Pour le 1er août, l'*Enchaîné* avait donné d'une façon intense ; un affichage copieux fut entrepris dans les quartiers prolétariens des grandes cités du Nord; des tracts nombreux furent édités par les organisations locales du Parti, de la C. G. T. U. et du S. R. I. reprenant tous les mots d'ordre creux qui ne touchent pas les ouvriers. En outre, les bureaucrates locaux ont eu aussi l'occasion de prouver leur ignorance des choses les plus élémentaires de la vie de l'I. C. C'est ainsi que le célèbre Bostoen, secrétaire de l'Union locale d'Halluin, fait l'apologie de la semaine ininterrompue de 5 jours en U. R. S. S. que Staline venait d'abandonner quelques jours auparavant.

Les résultats de toute cette préparation dans la situation particulière du Nord, après de dures luttes, sont tristement édifiants :

A Halluin, 200 manifestants, à Roubaix 350, à Tourcoing 150, soit moins de 1.000 manifestants là où combattirent plus de 125.000 prolétaires.

A Lille, la manifestation groupa 200 membres, à Dunkerque 60 travailleurs seulement. Dans le Pas-de-Calais, à Hénin-Liétard, la manifestation était interdite, une réunion ne groupa que 200 mineurs.

De tels chiffres ne demandent aucun commentaire.

Est-il besoin de dépeindre l'aspect de ces manifestations autorisées, encadrées d'un appareil policier, à pied, à cheval, en camion, en nombre sensiblement égal ? Chacun se rendra facilement compte de l'impression défavorable qu'elles produisent, du découragement qu'elles sèment parmi les militants et du ridicule dont elles couvrent les organisations auprès de ceux qui les voient passer. Après le 1er août, dans le Nord, il faut faire face à la politique dont cette journée marque les résultats que tous les militants crient « Halte ! » et se mettent au travail pour apporter un changement profond dans toute l'action.

### LE 1er AOUT A DIJON

Une centaine d'affiches et un millier de tracts invitaient les ouvriers à manifester le 1er août en assistant à un meeting à la Bourse du Travail. Une cinquantaine ont répondu à l'appel du Parti et de l'U. R. Par ce résultat, on peut juger de la diminution de l'influence communiste dans la région.

Pendant les dix jours qui précédèrent le 1er août, nous n'avons cessé de réclamer une large réunion des militants locaux ; mais on avait mieux à faire que d'écouter les ouvriers qui travaillent à l'usine, on s'est contenté d'une réunion des membres du Parti, dont nous tairons le nombre restreint de participants tellement il est l'image de l'inactivité la plus complète.

Ensuite, on a lancé un appel dans le journal régional du Parti invitant les ouvriers à manifester. Comment ? Par l'organisation de réunions d'usines à la sortie de midi ? Non, c'était trop compliqué ; d'ailleurs, il y a longtemps que l'on a perdu l'habitude de réunions à la sortie des boîtes à Dijon. Les ouvriers de la firme Terrot en savent quelque chose. En parfaits opportunistes, on s'est contenté d'inviter les ouvriers à venir applaudir les discours que l'on avait échafaudés en guise de préparation de cette journée de lutte.

Que l'on ne vienne pas nous raconter que les forces policières auraient empêché la réussite des réunions d'usines, puisqu'il n'y avait qu'un agent de police et un garde-champêtre à la porte de chaque boîte, et du dépôt P.-L.-M. ; il est évident que les gardes-champêtres en question étaient bien incapables d'empêcher la tenue de réunions d'usine un tant soit peu préparées.

A la lumière de cette expérience bureaucratique d'organisation de journée soi-disant révolutionnaire, de nombreux camarades ont pu se rendre compte de la justesse de nos critiques; ils ne devront pas se contenter de vaines protestations à l'égard des responsables, mais exiger une solution rapide à cette situation qui mène nos organisations d'échec en échec ; en demandant une réorganisation complète, par l'épuration s'il le faut, de la C. E., de l'U. R. ainsi que de la direction départementale du P. C., en revenant à une politique vraiment communiste en exigeant de la bureaucratie la réintégration de l'opposition de gauche qui n'a jamais déserté la lutte.

**Le Groupe de Dijon de la Ligue.**

P. S. — Les banderoles suspendues aux abords de la manufacture des Tabacs, ainsi que le drapeau rouge hissé au faîte d'une église sont certes une indication d'ingéniosité et de courage de la part des ouvriers qui se chargèrent de ce travail, mais cela ne suffit pas toujours.

Le groupe de Dijon organise d'ici quelques semaines une réunion avec le concours du camarade Treint « sur la Révolution espagnole et sur le discours de Staline ».

Le lieu et la date seront indiqués ultérieurement.

### LE 1er AOUT A LYON

Le 1er août à Lyon n'a pas donné ce qu'il aurait dû donner et pour cause... La préparation en a été insuffisante et cela s'ajoute aux erreurs répétées de la direction stalinienne.

Un meeting organisé par le P. C., la C. G. T. U., le S. R. I. n'a pas réussi à remplir la salle de la Bourse du Travail, malgré la semaine anglaise. Chaque orateur, tour à tour a parlé de ce peu d'enthousiasme, de cette apathie des masses, en rejetant tout sur les masses comme toujours, car la direction elle, « a vu juste ».

A la fin du meeting, une centaine de camarades se sont rassemblés dans la rue. Les flics d'Herriot voulant arrêter un vendeur d'*Avant-Garde*, une bagarre eut lieu et les cognes d'Herriot se montrèrent dignes de leurs frères de Paris et d'ailleurs.

Des camarades, des jeunes surtout avec lesquels plusieurs camarades de l'opposition de gauche ont pu s'entretenir nous ont dit franchement qu'ils étaient contre de telles manifestations qui n'étaient vouées à l'avance qu'à un échec physique et moral et ont été d'accord avec nous pour critiquer la mauvaise préparation du 1er août.

Pour nous calomnier une fois de plus, le secrétaire du S. R. I., du haut de la tribune, a essayé de défendre la répression stalinienne contre les bolcheviks-léninistes russes, en nous mettant dans le même sac que les menchéviks et autres contre-révolutionnaires qui préparent l'intervention armée contre la révolution russe. Mais pour son malheur, ce jeu a été sans grand effet.

**Un camarade oppositionnel de Lyon.**

## DANS LA 20e U.R.

## Chez les Typos

La Fédération du Livre-Papier, comme toutes les autres fédérations de la C. G. T. U., a accusé une perte de ses effectifs. De 12.000 adhérents en 1928, au Congrès de Marseille, elle est tombée en 1931, à la veille de son Congrès, à 7.000, soit une diminution de plus de 40 %. Il est tout à fait significatif de constater ici encore la fausse orientation syndicale des staliniens dans une fédération à l'esprit corporatif assez développée.

La lutte contre la direction communiste est menée, depuis plusieurs années, par le Syndicat Typos-Linos de Paris, qui groupe près de 800 adhérents, et qui est dirigé en fait par Martin. Ce dernier avait proposé la rentrée sans condition et en bloc à la C. G. T. à la dernière assemblée syndicale.

Battu, il avait donné sa démission de secrétaire. Mais il ne faut pas croire qu'il a cédé la place aux majoritaires. Ce sont les syndicalistes « purs » Salquain-Charbit qui ont pris la direction. Tous, à différents degrés, sont des anticommunistes, et la politique erronée, maladroite et grossière de la C. G. T. U. a renforcé leur position.

C'est ainsi que, dernièrement, un conflit s'est élevé entre la direction fédérale et le Conseil syndical, qui voulait imposer un stage de six mois aux éléments venus de la C. G. T., avant de bénéficier des secours de chômage-maladie. Nous ne pouvons qu'approuver cette mesure prise par le syndicat, car pour qui connaît un peu la corporation, les secours statutaires de chômage-maladie sont un gros avantage sur beaucoup d'autres syndicats et il est clair que dans cette période de chômage, des confédérés ayant épuisé leur secours à la C. G. T. venaient uniquement à la C. G. T. U. pour toucher immédiatement des secours. Pourquoi nos staliniens se sont-ils élevés contre cette mesure ? Uniquement pour raison de tendance. Nous ne pouvons admettre une telle attitude, et ce n'est pas ainsi que les communistes reprendront notre syndicat.

Nous savons que les erreurs passées — et présentes — des bureaucrates staliniens ont rejeté beaucoup de camarades sérieux dans l'ornière du syndicalisme pur et de l'anarcho-syndicalisme. Nous disons à ces camarades qu'ils font fausse route s'ils croient que le syndicalisme se suffit à lui-même, et qu'il peut conduire la classe ouvrière à son émancipation. L'expérience a prouvé et prouvera encore que seul un parti, avant-garde du prolétariat, discipliné, et possédant une ligne marxiste conséquente, pourra amener la classe ouvrière à s'emparer du pouvoir en instaurant sa dictature. Nous pensons que c'est seulement par une juste politique syndicale, par une tactique juste du front unique et par la rectification sérieuse de notre position communiste sur l'Unité Syndicale, telle que l'avait définie Lénine, que nous arriverons à convaincre nos camarades typos que la véritable voie révolutionnaire est dans la lutte pour amener les ouvriers sous le drapeau communiste, pour la dictature du prolétariat.

**J. Alber.**

## A tous nos Lecteurs

*Nous devons laisser au marbre différents articles sur la situation internationale et des communiqués de Province concernant le 1er août. Nos camarades en comprendront les raisons.*

l'atmosphère fraternelle des copains du Parti dont pas mal maintenant nous prouvent leur sympathie.

## LIBÉREZ-LES !

## Motion du Congrès de Limoges

*Le Congrès fédéral de l'Enseignement unitaire affirme sa solidarité absolue avec le prolétariat de la première république socialiste du monde, l'U.R.S.S., qui, au prix d'efforts immenses et de sacrifices héroïques, affermit et développe les bases du socialisme sur un sixième du globe.*

*Proclame le devoir inconditionnel des révolutionnaires de tous les pays de s'associer par la lutte révolutionnaire contre leur propre bourgeoisie à la défense de l'U.R.S.S., bastion du prolétariat mondial.*

*Demande au Gouvernement des Soviets de rapporter les mesures d'exil, de déportation et d'emprisonnement contre les révolutionnaires d'Octobre et notamment Léon Trotsky et Rakowsky afin de leur permettre de participer de leur inlassable énergie à l'œuvre commune dans l'intérêt supérieur de la Révolution et de la dictature du prolétariat.*

*Demande que les ouvriers révolutionnaires poursuivis pour délits politiques soient traduits devant les organismes réguliers de la justice prolétarienne et non devant la justice administrative réservée à l'ennemi de classe.*

*Les deux premiers paragraphes, adoptés à l'unanimité. La fin adoptée par 270 voix, 132 contre et 26 abstentions.*

Le 6 août 1931.

## " LA VÉRITÉ " A LIMOGES

# Le Congrès de l'Enseignement

On ne peut comprendre ni les débats ni le sens du Congrès de Limoges si l'on ne le relie pas au Congrès de Marseille tenu l'an passé et à la vie de la Fédération durant l'année écoulée.

A Marseille, trois courants s'étaient nettement affirmés : la « M. O. R. », qui suit fidèlement les directives de la majorité confédérale, c'est-à-dire du parti, la Ligue syndicaliste, qui continue sa tradition « syndicaliste pur » et anti-communiste, et la majorité fédérale, qualifiée de centriste, qui, appuyée sur l'opposition unitaire, subissait en partie l'influence de l'opposition communiste de gauche.

Au lendemain du Congrès de Marseille, la *Vérité* avait prodigué à la majorité fédérale (Dommanget, Serret, Aulas, Rollo, Bouët) les avertissements suivants : « Que la majorité ne s'endorme pas sur ses lauriers... qu'elle s'organise solidement dans la Fédération, avec méthode, avec discipline, que partout elle fasse front contre l'adversaire intérieur. C'est bien, mais c'est insuffisant encore.

« La majorité fédérale doit élargir son action et son rayonnement, aussi bien dans le domaine pratique que dans le domaine idéologique. Certaines obscurités subsistent encore dans sa position politique ; qu'elle travaille sans cesse à les dissiper ; qu'elle élargisse sans cesse le plan politique où elle se meut, après s'être convaincue qu'il n'y a pas de cloison étanche dans le mouvement ouvrier mondial. »

Après un an d'activité et de vigoureuse lutte des tendances dans la C. G. T. U., après le congrès de Limoges, on peut reprendre les mêmes avertissements, mais en les précisant et en les élargissant considérablement.

La majorité fédérale est incontestablement dans une position instable, en équilibre entre *trois tendances politiques* : l'une est celle du communisme officiel, du stalinisme qui gouverne actuellement le parti et la C. G. T. U. ; la seconde est représentée par le réformisme des « 22 » et de la Ligue syndicaliste. La troisième, la plus faible malheureusement, c'est celle de l'opposition de gauche.

Néanmoins, c'est incontestablement de ce côté que se trouve pour la majorité fédérale la voie du salut : le discours de Dommanget l'a abondamment montré, car toutes les affirmations politiques justes et sur lesquelles se sont brisées les attaques des minorités étaient reprises au capital politique amassé par l'opposition de gauche. Inversement du reste, on doit affirmer que c'est dans la mesure où la majorité fédérale s'écarte de la voie tracée par l'opposition, où elle reste dans le vague, où elle fait des concessions aux syndicalistes, qu'elle prête le flanc aux adversaires staliniens et aux critiques communistes en général.

**Le tournant de la C.G.T.U. au Congrès**

Le Congrès a été entièrement dominé par le nouveau tournant de la C. G. T. U., dont Racamond était l'annonciateur. Depuis l'invitation faite par l'I. S. R. aux dirigeants de la Fédération de venir discuter à Moscou, la M. O. R. avait ralenti le rythme de son offensive, d'autant plus que « l'autocritique » du tournant venait justifier, vérifier et renforcer d'autant, les positions de la direction fédérale.

Un incident significatif donna au Congrès tout son sens. Un meeting de tendance tenu par la M. O. R. et la C. G. T. U. devait avoir lieu la veille du Congrès. *Ils y renoncèrent* et demandèrent au Bureau fédéral de participer à un meeting de propagande pour la C. G. T. U. tenu après le Congrès, au-dessus des tendances, et comprenant des orateurs de la C. G. T. U. et du Bureau Fédéral. Devant le Congrès, Racamont prit l'*engagement* de n'attaquer dans son discours aucune des tendances intérieures à la C. G. T. U., y compris les minoritaires syndicalistes.

Le tournant de la C. G. T. U. se manifesta dans l'Enseignement par l'abandon de la plate-forme revendicative défendue par la M. O. R. à Marseille (les 20.000). Après le Congrès de Marseille, Berlioz écrivait dans les « Cahiers du Bolchevisme » : « Sur toutes les questions corporatives (traitements, direction d'école), nos camarades ont été tentés à apporter des propositions pratiques d'action. Dans leurs interventions, ils ont su remarquablement lier les revendications immédiates aux grands problèmes politiques, etc... » Cela ne génerait nullement Berlioz d'écrire exactement la même chose après le Congrès de Limoges, bien que ces « propositions pratiques » aient changé du tout au tout, et que maintenant le Bureau Fédéral doive lutter pour maintenir la revendication du Traitement Unique que la M. O. R. (en application du discours de Staline ?) abandonne !

**Quatre discours**

*Bouthonnier* fut le leader de la M. O. R., Barne et Cie, encore trop parfumés de « 3e période », ayant été mis au rancart. Bouthonnier, après avoir fourni sa brillante carrière stalinienne dans le parti en dirigeant la lutte contre l'opposition de gauche en 1927, tient maintenant l'emploi plus modeste de dirigeant M. O. R. dans l'Enseignement. Son discours fut une affirmation audacieuse que les perspectives de l'I.C. s'étaient toutes réalisées. Et de parler des Soviets en Chine, etc.. « *La majorité fédérale a nié la crise*, raconte-t-il, *mais ceux qui rejoignaient Tardieu sur la prospérité* (sic) *se sont trompés. Ils reconnaissent aujourd'hui la crise, mais ne parlent pas de l'U. R. S. S. comme facteur de décomposition...* » Sur la question de l'unité il affirme qu'il y a trois positions : celle des 22, fausse, nuisible à la véritable unité ; celle des centristes — qui n'ont pas de position, penchent vers les 22 et ne croient pas à l'unité ; celle de la C. G. T. U. Il refait l'historique de la scission et réclame la réalisation de l'unité sur une plate-forme de lutte. Passant aux questions corporatives, Bouthonnier dégonfle gentiment tout le bluff du Congrès de Marseille : « *Certains étaient dans la lune avec la revendication des 20.000...* »

*Dommanget* fit une intervention générale soigneusement équilibrée. Il replaça le tournant actuel de la C. G. T. U. et du parti dans le cadre de tous les tournants antérieurs. « *Depuis le 4e Congrès de l'I. C.*, dit-il, *il n'y a que des tournants. Et maintenant, sur presque tous les points sur lesquels nous nous sommes affirmés, l'I. C., tout en sauvegardant son infaillibilité, s'est retrouvée sur nos positions.* » Dommanget en fait la démonstration en citant des extraits de la plate-forme de l'opposition unitaire parallèlement à des extraits des discours récents de Gitton et Losovsky. D'une façon générale, il s'attache à montrer que les prévisions de la Fédération de l'Enseignement se sont vérifiées, et au contraire que tous les pronostics de la direction de la C. G. T. U. sur l'évolution de l'Enseignement se sont révélés faux. C'est ainsi qu'il s'affirme sur une position en réalité instable, et équivoque sur la question des rapports entre le syndicat et l'organisation politique.

« *Avez-vous vu clair*, demande-t-il, *sur notre effondrement dans le syndicalisme, le trotskysme, le réformisme ? Non. On a dit que nous devions absolument tomber dans le réformisme ou la Ligue syndicaliste ou le trotskysme, qu'il n'y aurait pas de milieu. Mais nous ne sommes pas tombés dans la Ligue syndicaliste, tout en ne partageant pas les vues de la M. O. R.... Et sur nos prétendus rapports avec la Ligue Communiste ? La minorité ne dit-elle pas que la L. C. nous donne des directives ? C'est faux et archi-faux. Il suffit de relire la* Vérité *pour s'en rendre compte. Nous ne sommes liés avec aucune organisation politique, avouée ou cachée.* » Comme on posait encore des questions au sujet de la Ligue Communiste, Dommanget précise : « *Je déclare formellement que les textes que la majorité fédérale a lancés dans la classe ouvrière ont été conçus par la majorité fédérale, rédigés par elle, et soumis à des militants de la Ligue Communiste. Il n'est jamais entré dans notre pensée d'empêcher la L. C. de travailler dans notre sein. Je déclare qu'aucun des militants de tête de la Fédération n'est ou n'a été membre de la Ligue Communiste. La* Vérité *s'est simplement trouvé le seul journal qui insérait nos papiers officiels.* » Nous reviendrons plus loin sur ces déclarations de Dommanget.

De la situation mondiale, Dommanget trace un tableau pessimiste : en Angleterre, la décroissance de la lutte est constante depuis 1926. En Allemagne, il n'y a pas la réaction révolutionnaire attendue, « c'est même plutôt le calme », et il n'y a pas d'organisation révolutionnaire qui sache exploiter la situation. En Chine, qui oserait dire que le mouvement n'est pas en décroissance sur 1927 ? Enfin, dit-il, en Espagne, Allemagne, il n'y a pas la riposte révolutionnaire, mais là, justement, le P. C. ne l'a pas vue.

Examinant la question du « rôle dirigeant du parti », Dommanget déclare que Racamond a dit l'essentiel. En effet, dans la discussion sur le meeting de la Fédération, le secrétaire de la C. G. T. U. avait dit : « *Mais nous, nous n'en parlerons plus, c'est vous qui traînez le rôle dirigeant partout où vous allez !* », et dans son discours il dira modestement : nous en parlerons moins, mais nous l'appliquerons mieux.

Répondant à l'invitation de l'I. S. R., Dommanget dit : « *Par dessus les manœuvres d'envergure à l'approche du Congrès confédéral, les interprétations tendancieuses et les illusions, nous estimons que la situation nous oblige d'aller à Moscou. Mais cela ne servira à rien si l'on n'obtient pas une modification radicale de la vie de nos organisations.* » Et en terminant : « *Nous ne sommes liés à personne, et nous apportons des solutions nettes, claires et précises.* »

*Rollo* eut la charge d'attaquer la Ligue syndicaliste. Il le fit sur le terrain de la charte d'Amiens. Il démontra facilement que les quatre principes sur lesquels est fondée la charte d'Amiens n'ont plus aucune valeur, et même qu'ils n'ont jamais été appliqués. Définissant la position de la Fédération dans la question syndicale, il emploie cette formule absolument équivoque et qui recèle de graves dangers : « *Notre syndicalisme est à égale distance du communisme et de l'anti-communisme* ». Sur la question de l'unité il défend la motion adoptée par l'O. U. dans sa conférence du 28 décembre. Il déclare qu'il se « méfie » des 22, car « l'unité est à longue échéance ».

Le discours de *Racamond*, délégué de la C. G. T. U., ne fut qu'un long plaidoyer, un appel à l'union, et au travail pour les revendications concrètes. Le discours de Losovsky a fait son effet. Dans le brouillard du tournant, les coins s'arrondissent, les pointes s'émoussent, les oppositions s'estompent. Il faut la torche du marxisme pour s'y reconnaître. Racamond passe en revue toutes les questions soulevées et ne recherche même pas à justifier toutes les fautes. « *Vous pourrez venir à Paris pour laver la tête au Bureau confédéral* », dit-il. De très pauvres distinguos, des arguties pénibles lui servent d'explications. En fin de compte, il trouva moyen de se faire applaudir par les trois tendances du Congrès — pour des raisons différentes. Quelle différence avec le Don Quichotte Monmousseau pourfendant les moulins à Marseille !

« *Je regrette que chacune des trois tendances ait surtout cherché à s'attaquer. Travaillons à faire disparaître cette atmosphère* (applaudissements) *où chaque tendance veut profiler des reconnaissances d'erreurs des autres* (sic !) (applaudissements)... *Je ne viens pas pour justifier la direction confédérale, mais pour examiner si, dans les perspectives, les affirmations, les moyens de lutte, on s'est trompé si lourdement qu'on le dit... Sur la crise, il y a eu des appréciations un peu rapides, il faut le reconnaître, mais maintenant tout le monde la reconnaît. Radicalisation ? Mot barbare ! Parlons du mécontement croissant des masses, etc...*

Racamond exposera ensuite que « les mots d'ordre de Roubaix étaient offensifs, qu'ils avaient une forme défensive, contre la diminution de salaire ; le mot d'ordre offensif était : contre le Consortium ». Il expose longuement la thèse officielle sur les barricades de Roubaix, et explique cette idée que la garde mobile est plus dangereuse que l'armée, car celle-ci, en 1848 et 1871, ne faisait que défendre l'ordre, alors que maintenant les mobiles sont des « partisans » qui combattent chaque jour, qui insultent personnellement les grévistes, etc...

Racamond avoue que « la répression n'est pas la cause de la baisse des effectifs de la C. G. T. U., que si la C. G. T. U. avait la confiance des masses, les effectifs ne baisseraient pas. On a trop parlé du rôle dirigeant du parti ». Enfin, il développe le programme de la C. G. T. U. sur l'unité syndicale : « Il faut réaliser tout de suite l'unité de lutte, car la grève est là, le lock-out est là, mais le congrès de fusion n'est pas encore là ».

En résumé, un magnifique discours opportuniste, dans lequel pas une fois la question de la ligne politique elle-même n'a été posée et qui laissa tout étonnée la M. O. R. Les syndicalistes cherchaient comment sortir de ce pétrin, et la majorité fédérale ne semblait pas voir tout ce qui se cachait de pièges dans ce champ de fleurs.

**Le « trotskysme » au Congrès**

Les déclarations de Dommanget sur le « trotskysme », les formules tout à fait équivoques de Rollo sur les rapports entre les syndicats et le parti, n'ont fait que développer les erreurs qu'ils avaient amorcé dans des articles parus avant le Congrès, et dont la « Vérité » a déjà parlé.

Racamond et la M. O. R. se sont bien gardés de relever ces déclarations. Tout occupés des manœuvres du nouveau tournant, ils n'ont pu qu'enregistrer avec satisfaction les déclarations « d'indépendance » de Dommanget.

Cependant, malgré les uns et les autres, la question reste posée : *puisque la majorité fédérale repousse le syndicalisme pur, à quelle tendance politique définie se rattache-t-elle* ? A beaucoup, ces dénégations un peu trop formelles visant la Ligue communiste ont paru simplement une habileté exagérée, destinée à voiler le lien idéologique qui a rattaché, pour une bonne part, la majorité fédérale à l'opposition de gauche.

En effet, nos camarades de la majorité fédérale ne croient pas à l'indépendance du syndicalisme en général et de la C.G.T.U. en particulier, et cependant ils affirment que la seule Fédération de l'Enseignement se détermine indépendamment de tout, qu'elle n'est liée à personne ! Comment cette contradiction peut-elle s'expliquer ? Elle ne peut s'expliquer qu'ainsi : bien qu'influencée par l'opposition de gauche, la majorité fédérale n'a pas encore choisi résolument sa voie. Elle la cherche. Mais cette situation ne peut durer. A moins de se voir dissoudre petit à petit (et ce processus est déjà commencé), le bloc de la majorité fédérale doit abandonner l'épouvantail « trotskyste », et prendre hardiment position sur les problèmes révolutionnaires en accord avec l'opposition de gauche. Nous le répétons, les trois quarts de l'intervention de Dommanget contredisaient directement ses affirmations sur l'opposition de gauche; il reprenait nos analyses, il développait certains de nos points de vue, et chacun comprenait en l'écoutant qu'il n'écartait si délibérément la Ligue Communiste de son champ d'influence que pour des raisons de prudence et d'incertitude.

Pas plus qu'aucune formation syndicale, la majorité de l'Enseignement n'échappera à la différenciation politique, d'autant moins que la M.O.R. constitue un ferment très actif de dissociation.

Ce que nous écrivons ici, il est regrettable qu'aucun délégué au Congrès ne l'ai dit. Nous sommes persuadés qu'il aurait ainsi considérablement aidé la majorité fédérale à sortir de son amorphisme qui peut être mortel.

**Un échec pour la Ligue Syndicaliste.**

Le C.I.S. est représentée dans l'Enseignement par les éléments les plus sectaires de la Ligue syndicaliste. Ce sectarisme s'est montré à plein durant le Congrès, et malgré les appels désespérés à l'anti-communisme, il n'a pas réussi à ébranler la majorité fédérale. Il est incontestable qu'il existe dans la majorité une aile influencée par le C. I. S. Cette aile doit être combattue vigoureusement; il faut rompre les ponts de ce côté. Lagain, des Côtes-du-Nord, eut même la naïveté de déclarer que les noyaux syndicalistes purs n'étaient pas comparables aux fractions politiques, et que les parties de boules pendant lesquelles on discutait de politique ne ressemblaient pas aux séances de fraction. Racamond put facilement lui répondre qu'au jeu de boules, il s'agissait toujours de tirer sur le cochonnet de la direction confédérale, et que cela constituait un travail de fraction caractérisé, tout aussi légitime du reste que celui des communistes.

La Ligue syndicaliste ne peut pas sortir de ces contradictions, et son dépit de n'avoir pas entraîné la direction confédérale contre le parti et le communisme était manifeste. Mais la majorité confédérale ne doit pas s'illusionner sur cet échec : bien que la frontière idéologique ait été nettement tracée entre eux, de trop nombreux points de contact existent encore, c'est-à-dire de trop nombreuses occasions pour la majorité fédérale de faire des concessions.

**Une résolution sur les déportations en U.R.S.S.**

Un des derniers actes du Congrès a été de voter une résolution sur l'U.R.S.S. que nous publions d'autre part. Nos camarades de l'Allier présentèrent cette motion en demandant ainsi au Congrès de se prononcer clairement sur la question de la déportation des oppositionnels.

Le texte adopté reste un peu vague, mais néanmoins c'est une affirmation très importante, et qui devra être suivie d'autres du même genre.

Après la lecture de cette motion, Bouthonnier déclara que la M.O.R. voterait la première partie en repoussant la seconde, « car, dit-il, nous reconnaissons à l'Etat prolétarien le droit de se défendre contre... les mencheviks et les industriels saboteurs. Quant au reste, le Congrès n'a pas à prendre position ! » Après que l'on eût exigé que Bouthonnier, qui n'en fit rien, dise s'il considérait Rakovsky — chassé de France pour avoir signé une déclaration dans laquelle on affirmait le devoir des soldats français de fraterniser avec l'armée rouge — comme un contre-révolutionnaire, on passa au vote par mandat.

La première partie fut votée à l'unanimité. La seconde le fut par 270 mandats, 132 s'étant prononcés contre et 26 abstenus. La plus grande partie des syndicalistes s'y rallia, *mais une quinzaine de mandats M.O.R. passèdent de notre côté.*

L'important, c'est le sens du texte voté. Il faut le faire connatre largement, car, par certains côtés, c'est l'un des actes les plus importants du Congrès. Malgré ses dénégations visant le « trotskysme », le Bureau Fédéral l'a adopté chaleureusement, il a ainsi aidé pour la première fois une assemblée fédérale à prendre une position sur la question des déportations en U.R.S.S. Il s'est délimité en réclamant la liberté pour les « révolutionnaires d'Octobre », et notamment pour nos camarades *Trotsky* et *Rakovsky*, dirigeants de l'opposition internationale de gauche. Il faut maintenant élargir ce mouvement de protestation à d'autres syndicats, et obliger les dirigeants staliniens à poser le problème dans toute son ampleur.

⁂

Le vote même de cette motion a montré qu'il existait un fort courant de sympathie dans la Fédération pour l'opposition de gauche ; ce courant doit peser sur la majorité pour qu'elle sorte de l'équivoque : elle lui rendra le plus grand service. C'est tout à fait fraternellement que nous répétons après le Congrès de Limoges ce que nous avions esquissé après le Congrès de Marseille :

La majorité fédérale doit montrer clairement qu'elle veut se rattacher à l'aile gauche du mouvement communiste, c'est-à-dire à l'opposition internationale. Elle doit sortir de son isolement fédéral se soumettre à une discipline de lutte confédérale, se lier aux syndicats ouvriers. Elle doit prendre position clairement sur tous les problèmes internationaux, et désigner les choses et les gens par leur nom. Il faut sortir des phrases sur le « communisme », les « syndicats », etc... Il faut désigner les organisations par leur nom, discuter leurs positions, etc...

Il faut absolument s'orienter *sur les jeunes*. Il faut remanier le système de la presse fédérale, qui est morne, triste,, peu combattive ; il faut tracer clairement les perspectives d'avenir, élargir l'horizon de la Fédération, ouvrir les portes sur le dehors. Toutes ses traditions superbes ne serviront de rien à la Féération, si celle-ci ne comprend pas que le moment décisif pour se renouveller est venu.

Dans ce sens, l'appui de l'opposition de gauche lui est acquis.

**P. NAVILLE.**

# Parti-Jeunesse-Ligue

## Région Lyonnaise

# Après la grève du Textile

La grève du Nord est terminée. La grande bataille des ouvriers du textile, malgré leur héroïque résistance, vient de se terminer, après des semaines de lutte, par une lourde défaite.

Il est temps d'étudier de très près, en détail, toutes les phases passées au cours de la lutte; les faiblesses et les insuffisances doivent être dites au grand jour, afin d'établir les responsabilités, comme les causes, qui ont conduit à la défaite.

L'importance de la défaite est non seulement caractérisée par le fait de la bataille, elle l'est bien plus par son caractère et par l'époque dans laquelle elle se déroula. Depuis la scission syndicale, c'est-à-dire depuis 10 ans, la France n'a pas connu une bataille aussi grande, groupant 125.000 ouvriers, décidés, tous animés par le même esprit de combat et de victoire, malgré et par-dessus leur « compartimentage » syndical. Mais ce qui donne le caractère à la grève, c'est que, plus que jamais, elle était la bataille de toute la classe ouvrière.

Plus qu'une bataille corporative, elle était une partie de la lutte du prolétariat contre l'offensive patronale. C'était une bataille d'envergure nationale, voire internationale. L'échec est celui de tous les ouvriers.

Dans quelques temps auront lieu les congrès des deux C.G.T. Il faut que la préparation s'en fasse sous le signe d'une critique serrée sur la récente grève du Nord.

Il ne faut pas permettre aux chefs traîtres de la C. G. T. de s'échapper par le silence. Il ne faut pas non plus laisser les chefs responsables, les bureaucrates de la C. G. T. U., cacher leur responsabilité, ces derniers se livrant d'autant plus volontairement au petit jeu des grands cris (trahison réformiste) qu'il leur permet de masquer leur propre responsabilité.

Les chefs de la C. G. T., des syndicats libres ont manœuvré dès le commencement pour trahir, comme toujours et partout. Ils ne sont là que pour ça, c'est leur rôle. C'était précisément la grande tâche de la C. G. T. U. de déjouer leurs manœuvres. Qu'a-t-elle fait ?

Les deux aspects principaux de la stratégie réformiste leur permettant ensuite de bien mener la manœuvre de trahison étaient: A l'intérieur, briser les forces ouvrières en sabotant la création d'une seule direction centrale de grève groupant dans son sein tous les syndicats qui se sont prononcés pour la grève.

Sur le F. U. à appliquer, comme sur toute la politique à employer et les mots d'ordre à lancer, la « Vérité » a en son temps largement et constamment attiré l'attention de la direction du Parti et de la C. G. T. U. Sur les fautes et les erreurs graves commises sur ce terrain, je ne m'arrêterai pas plus longtemps. Je voudrais par contre attirer l'attention sur le deuxième aspect de la stratégie des chefs réformistes dans la trahison, qui consiste dans la localisation de la grève.

Réduire la grève en une simple grève corporative locale, c'était dans les conditions présentes enlever toutes les chances de victoire. Que s'imposait-il à la C. G. T. U. ? La réponse est bien claire, une agitation intense dans tous les pays, une mobilisation de toutes les forces de l'appareil, une campagne méthodique et forte pour l'aide matérielle et morale et, si possible et nécessaire, élargir la grève allant jusqu'au déclanchement de la grève générale.

Quand nous examinons l'activité de la C. G. T. U. sous cet angle, il nous apparaît en plein tout le vide de son agitation verbale et sa passivité criminelle; **criminelle**, ce n'est pas trop dire.

Je ne parlerais que de ma région. Des dizaines, des centaines de milliers d'ouvriers se comptent dans notre région, et les ouvriers du textile sont très nombreux. Voyons, à Lyon au moins par quoi s'est traduite l'activité, l'agitation pour la grève du Nord de la part de la C. G. T. U. et du P. C. ?

Pour le malheur des directions du P. C. et de la C. G. T. U., le hasard a voulu que les élections législatives partielles dans le 3e arrondissement se déroulent dans les premières semaines de la grève du Nord. Alors, on voyait affiches sur affiches parlant de tout et sur tout, sauf, bien entendu, de la grève. On voyait des réunions électorales et électoralistes, 2 à 3 par soirée. Les directives étaient : tous mobilisés pour les élections. Doriot en personne était là. On est allé jusqu'à organiser une démonstration de rues « contre la guerre », la veille des élections.

Le plus plat électoralisme cachait et éloignait de vue le plus grand événement du moment, la grève du Nord. Rien d'étonnant que des ouvriers communistes et sympathisants aient été dégoûtés, écœurés, et ont répondu par l'abstention, battant le parti en lui faisant perdre **1.100 voix**.

Mais nos bureaucrates n'ont pas de leçons à recevoir des ouvriers et continuaient leur passivité. Pourtant Herclet, de la Fédération du textile était de passage: lui, au moins, par le poste qu'il occupe, aurait dû appeler les ouvriers lyonnais à la solidarité. Rien, rien... Il est venu sûrement rendre visite à son ami, bureaucrate comme lui, secrétaire de la Fédération des métaux, Croizat qui se trouvait là depuis des semaines et qui n'a pas bougé le petit doigt, pas plus que les responsables locaux.

Semaines après semaines s'écoulèrent. Les bureaucrates ne font rien et n'ont nullement l'intention de faire quoi que ce soit. Nos camarades de l'opp. de gauche, face à l'insouciance complète des soi-disant dirigeants, prennent l'initiative de poser le problème dans les assemblées syndicales devant les ouvriers et aussi par une lettre adressée aux directions syndicales, publiée depuis par la « Vérité ». Les insultes, les calomnies ont été les seules réponses des bureaucrates. A la lettre, aucune réponse. Dans les assemblées, on nous retirait la parole.

Et cela continuait ainsi. On ne trouve pas le moyen de faire une seule réunion pour le soutien des combattants du Nord, mais on trouve le temps d'organiser des meetings contre... l'école laïque et dans ce but, on trouve même la possibilité de faire venir Berlioz.

Racamond, secrétaire de la C. G. T. U., vient à Lyon à son tour. Cette fois-ci, enfin, pour organiser la campagne d'aide aux grévistes ? Non, c'est pourtant quelques jours après les batailles de la rue des Longues-Haies. Non, on peut parler de tout, sauf de la grève du Nord. Lui, Racamond a parlé sur l'Unité Syndicale, ou plutôt, contre elle. Et ainsi, jusqu'à la fin, on parle de tout et, naturellement de la préparation du 1er août sans tenir aucun compte de la possibilité qui était de voir, de toucher les larges masses ouvrières pendant un tel mouvement.

Un exemple qui frappe, se passant de commentaire est que, tandis que les autonomes ont ramassé, pour les grévistes, une vingtaine de mille francs, la C. G. T. U. a ramassé à peine quelques milliers à Lyon.

N'est-ce pas ici une passivité qui a **activement** et **positivement** aidé les Jouhaux de trahir? Nous pensons que oui. La responsabilité de la direction se montre ici évidente. Un manque de volonté, incapacité et passivité, tel est le bilan de la Direction.

Il faut tirer les leçons. Dans chaque assemblée syndicale poser, à l'ordre du jour, la grève du Nord. Le moment est grave, que chaque militant y songe et agisse.

Il faut finir avec cette politique pratiquée aujourd'hui par la C. G. T. U. et qui nous mène de défaite en défaite et renforce par là le patronat et la bourgeoisie. Mais il faut aussi renvoyer les hommes qui la pratiquent de leurs postes responsables, qu'ils s'appellent Monmousseau et Gitton ou Cellier et Chambon.

Marc.

## Barbusse est exclu du parti

Barbusse est *enfin* exclu du parti ! C'est tout au moins ce que Bouthonnier a affirmé au Congrès de Limoges de la Fédération de l'Enseignement .

Bouthonnier avait l'audace de reprocher à Dommanget d'avoir collaboré au numéro de *Monde* sur l'Ecole laïque; « cela restera pour l'histoire », disait-il grotesquement. Mais dans la salle des cris fusèrent : et Barbusse ? Et Barbusse ?

Alors Bouthonnier, de son air le plus administratif d'ancien maire de Périgueux, déclama : **« Je déclare ici officiellement que Barbusse n'est plus qu'un sympathisant au Parti Communiste. »**

Cette fois, c'est net. On a vidé Barbusse par la petite porte. Mais alors ? qui avait raison ? Et pourquoi l'*Huma* n'en a-t-elle rien dit, et a-t-elle publié pour le 1er août un appel d'un personnage qu'on venait justement d'exclure ?

## La Ligue au Travail

*La C. E. de la Ligue a décidé à son unanimité que la Conférence Nationale se tiendrait à Paris en deux sessions. La première session les 29 et 30 août courant, avec à son ordre du jour : la thèse syndicale et nos tâches du Congrès confédéral.*

*La thèse syndicale a été envoyée aux groupes de la Ligue, ainsi que les deux premiers exemplaires du bulletin hebdomadaire de discussion.*

*Nous appelons tous nos camarades à participer largement par leurs articles dans ces bulletins à la discussion.*

**Continuant ses réunions hebdomadaires, la R. P. de la Ligue Communiste invite les lecteurs de la « Vérité », habitant la banlieue-nord à se rendre le**

**Jeudi 20 août, à 20 h. 30**
**Grande salle des Fêtes**
**de la Plaine SaintDenis**
**120, avenue du Président-Wilson**

**Ordre du jour : 1° la situation en Espagne ; 2° le récent discours de Staline.**

**La semaine suivante aura lieu une réunion A BOULOGNE-SUR-SEINE.**
**Le jour et le lieu seront indiqués par affiche.**

LES REUNIONS DE LA LIGUE

Continuant sa campagne pour la Révolution espagnole, la Ligue a tenu une nouvelle réunion dans la Région Parisienne, dans le 20e arrondissement, mettant en outre à l'ordre du jour le discours de Staline. Près de 80 camarades, en majorité membres du Parti et des Jeunesses, se rendirent à notre réunion. Nos orateurs qui développèrent sur ces questions les points de vue que les lecteurs de la **Vérité** connaissent furent tous écoutés avec une attention soutenue,

Ce qu'il faut précisément souligner, c'est l'atmosphère fraternelle — celle qui devrait régner au sein du Parti — dans laquelle se poursuivit le débat. Le camarade du Parti qui nous fit la contradiction, non délégué officiellement par un organisme du Parti, s'affirmant ni stalinien ni trotskyste, et pour notre présence dans le Parti à condition que nous y travaillions, apporta un certain nombre d'arguments, pas justes il est vrai, mais non pas ces calomnies ou ces grossièretés qui ont trop souvent cours. Après quelques autres, encore une bonne réunion pour l'Opposition et qui ne manquera pas de donner ses fruits.

A SAINT-DENIS

Le 30 juillet, le groupe anarchiste de Saint-Denis organisait, salle de la Légion d'Honneur, un meeting sur ce sujet : Où va l'Espagne ? Il réunit environ 150 personnes dont une soixantaine d'ouvriers communistes.

Les deux orateurs anarchistes ne répondirent aucunement à la question qu'eux-mêmes posaient ; leurs discours se bornèrent à rappeler les forces de la C.N.T. et l'influence anarchiste prépondérante dans son sein.

Deux oppositionnels de gauche prirent la parole, l'un pour rappeler l'attitude scissionniste des anarchistes dans la C.N.T., pour inviter les ouvriers présents à protester contre l'exclusion des syndiqués communistes et pour montrer que le succès de la révolution ne dépend pas seulement du courage des ouvriers, mais aussi et surtout de leur capacité d'action, de leur vue claire du développement de la lutte, ce que seul un parti communiste peut leur donner, l'autre pour montrer réellement où va l'Espagne et vers quelle impasse, vers quelle défaite terrible et lourde de conséquences les anarchistes mèneront la révolution espagnole si les communistes se montrent impuissants à créer un P.C.E. unifié, capable d'entraîner les masses dans la voie de la révolution prolétarienne

Ce qui prouve combien les oppositionnels de gauche se montrent les meilleurs défenseurs du communisme et du P.C., c'est l'abandon de la parole des camarades de la base du parti après la contradiction apportée par nos copains ; c'est aussi le fait que les membres du P.C. se groupèrent autour des quelques oppositionnels présents lorsque, dans sa réponse, Odéon se fit particulièrement agressif

Une fois de plus, l'Opposition de gauche a assumé la tâche de défendre les communistes espagnols et d'apporter la contradiction aux anarchistes, et cela dans une localité essentiellement ouvrière.

## Le Parti Communiste va perdre Halluin le Rouge !

(Suite de la 1re page)

« Pratiquement nous proposons que le syndicat régional unitaire s'adresse aux syndicats « réformistes de Roubaix-Tourcoing et aux syndicats socialistes de la frontière belge et leur « propose le front unique pour la grève générale le 11 mai avec le seul mot d'ordre : « Pas « un centime de diminution. » Proposer aussi une réunion commune de délégations syndicales « confédérées et unitaires où participeraient des ouvriers travaillant encore à l'usine. Cette « réunion aurait pour charge de décider de la préparation et de l'organisation de la grève.

« En même temps que le syndicat régional ferait ces propositions, nos syndicats locaux « et unions locales feraient une active agitation auprès des ouvriers réformistes et socialistes « pour leur faire comprendre que la seule chance, pour eux comme pour nous, de résister avec « succès aux diminutions de salaires serait l'acceptation par leurs organisations de nos propo- « sitions de front unique.

.. .. .. .. .. .. .. .. ..

« Si les chefs réformistes rejettent nos propositions, ils se démasquent eux-mêmes et font « voir que lorsqu'ils parlent de faire grève contre les diminutions de salaires, ce n'est que de « la pure hypocrisie. Si, sous la pression des ouvriers ils acceptent nos propositions, alors tant « mieux, les ouvriers confédérés et socialistes seront avec les unitaires dans la bataille, le bloc « des combattants sera plus solide, et ceux qui voudraient combiner ou trahir s'y briseraient « les reins. »

A cette tactique du front unique telle qu'elle fut définie autrefois dans les congrès de l'I.C. la direction du P. C. et de la C. G. T. U. préféra la tactique dite du « front unique à la base » consistant à appeler les nombreux ouvriers réformistes ou catholiques encore confiants dans leurs chefs et dans leurs organisations à se joindre aux unitaires pour lutter contre leurs chefs et contre leurs organisations avant même qu'ils aient pu faire leur expérience et que nous les ayons aidés à la faire. De tels appels sont condamnés à rester sans réponse. Ce fut particulièrement le cas pendant cette grève où les ouvriers étaient pour la plupart sous l'influence des organisations réformistes. Au contraire, notre tactique aurait permis, en cas de refus des chefs, à rejeter sur ceux-ci la responsabilité de la division ouvrière et, au cas où ils acceptent, de pouvoir à tout instant de la lutte faire connaître dans des assemblées communes nos points de vue, nos propositions aux ouvriers de toutes les tendances, à rendre plus difficiles les manœuvres des chefs traîtres et à éduquer de nombreux ouvriers qui ont encore confiance dans ces derniers.

C'est aux résultats que se juge une politique. L'application du front unique comme nous l'avons proposée a permis autrefois à l'I. C. de détacher chaque fois des masses ouvrières de l'influence des chefs traîtres. Mais qu'a donné la tactique du « front unique à la base » dans les grèves du Nord ? Pendant tout le cours de la grève, l'influence de la C.G.T.U. n'a pas dépassé un cercle fort restreint de sympathisants, sans jamais s'exercer sur l'immense majorité des grévistes. Unitaires, confédérés, chrétiens parlaient chacun devant des assemblées de partisans, faisaient des manifestations séparées, poursuivaient chacun la lutte pour leur propre compte. De ce fait, tandis que notre syndicat unitaire, comptant peu dans la bataille, était éliminé des pourparlers et par conséquent ne pouvait intéresser de nombreux ouvriers ayant des illusions dans ces pourparlers, les chefs confédérés et chrétiens, désunis d'ailleurs, devant un patronat puissant, pouvaient à leur aise manœuvrer pour faire échouer ce splendide mouvement où pendant dix semaines 125.000 travailleurs s'opposèrent farouchement à l'offensive capitaliste.

Mais si les manœuvres réformistes ont finalement triomphé par suite de l'incompréhension encore grande d'un nombre important d'ouvriers, nos organisations ont-elles par contre progressé d'une façon appréciable parmi les travailleurs que la trahison réformiste a éclairés ? Nullement. Si des ouvriers ont abandonné les syndicats confédérés, ils ne sont toutefois pas venus à nous parce que la politique passée et présente de nos organisations ne leur inspire pas confiance. Notre presse communiste parle de 3.000 adhésions nouvelles au syndicat ; ce n'est hélas ! qu'une affirmation qui ne coûte pas cher à ceux qui dirigent nos organisations. Quel est le militant qui ne sait pas ce que sont aujourd'hui ces adhésions recueillies lors d'une grève ? Mais rien ne saurait mieux marquer les résultats obtenus qu'en disant ce que fut le 1er août — moins d'une semaine après la rentrée. Dans les manifestations autorisées du 1er août, il y eut : à Halluin, 200 manifestants ; à Tourcoing : 150 ; à Roubaix : 350. *Là où plus de 125.000 travailleurs avaient résisté héroïquement pendant 10 semaines, il n'y eut pas en tout 1.000 ouvriers pour répondre à nos appels le 1er août !*

A Halluin, où nous étions les plus forts, nous reculons. De plus de 4.500 syndiqués que nous avions il y a quelques années nous n'étions plus que 2.900 au début de la grève et nous allons encore perdre des adhérents. En face de nous, les catholiques sont plus de 1.200 et les confédérés qui n'existaient pas il y a un peu plus d'un an sont près de 200.

*La conséquence de la politique suivie depuis des années, c'est ce que nous avons écrit au début de cette lettre, c'est ce cri d'alarme que nous jetons à tous les membres du Parti communiste : Nous allons perdre Halluin-la-Rouge ! ! !*

Camarades du Parti !

Un grand découragement se produit chez nous ; nous, communistes oppositionnels, réagissons contre pareille situation. Nous disons aux travailleurs d'Halluin : « N'abandonnez pas vos organisations. Il ne dépend que de vous qu'elles suivent une autre politique ! » Mais nos forces sont bien faibles. Vous pouvez nous aider, vous devez le faire. Vous devez exiger que soit changée cette politique qui — chez vous comme à Halluin — est néfaste pour le développement du communisme. Vous devez imposer la politique qui corresponde à la situation, aux besoins et à la compréhension des masses, qui permettra à notre parti et à notre C. G. T. U. de redevenir forts et de mener des luttes victorieuses contre le capitalisme et ses serviteurs social-démocrates.

A l'heure actuelle, la direction du Parti pratique un tournant dans la C. G. T. U. Elle dit : « Il faut rendre à la C. G. T. U. sa physionomie syndicale ; il faut faire jouer la démocratie syndicale. » Ceux qui disent cela — Thorez, Gitton, etc... ce sont ceux qui ont préconisé, et qui continuaient à le faire il y a à peine quelques semaines, toutes ces méthodes et toute cette politique qui n'ont valu que des défaites à la classe ouvrière. Ils accusent aujourd'hui avec impudence la base d'avoir oublié la différence entre le Parti et les syndicats. Cette façon de faire est significative. L'an dernier, pour le tournant du Parti, on a procédé de même ; on a changé les phrases, on a modifié les formules, mais la situation ne s'est pas améliorée parce que la politique de nos organisations est restée entre les mains de la direction pendant que la base était réduite à appliquer les directives du sommet. Si vous ne voulez pas que le tournant actuel soit aussi stérile que le tournant de l'an dernier, il faut non pas accepter ce qui vient d'en haut, mais imposer à tous, si haut placés soient-ils, la démocratie dans les organisations, la possibilité de la discussion pour tous dans les assemblées, dans la presse, sans être menacés d'injures, de calomnies ou d'exclusion, comme nous l'avons été ; il faut vous même élaborer par d'amples discussions, par la critique impitoyable du passé, la politique de notre Parti. Et comme première mesure, il faut exiger notre réintégration dans le Parti, la réintégration de tous les oppositionnels de gauche, pour que, dans notre P. C. où on n'excluera pas les communistes, nous puissions en commun, établir et poursuivre la politique qui nous a permis de conquérir autrefois Halluin et qui, demain, mènera le prolétariat à la victoire contre le régime capitaliste.

A bas les exclusions de communistes !

Pour l'unité du P. C. ! Pour la réintégration de l'Opposition de gauche !

Vive le Parti communiste ! Vive l'Internationale Communiste !

SENAVE — VANDERMEUREN — GEORGES CORNETTE — LEON CORNETTE.

## En Espagne

### Nationalistes et anarchistes se démasquent

(Suite de la page 1.)

Fidèle à sa nature petite-bourgeoise, Macia a cédé au « patron puissant ». Car, Macia est plutôt « le commis barcelonais des impérialistes madrilènes » (Trotsky) que l'ami sincère des anarcho-syndicalistes de la C. N. T.

L'arrangement avec Zamora et le voyage de Macia à Madrid consacrera définitivement la trahison du parti de Macia. Les espoirs des masses travailleuses catalanes dans l'indépendance nationale et l'affranchissement social, promis démagogiquement par Macia seront cruellement déçus. Le devoir des communistes catalans est de démasquer ce jeu double de Macia et de lui arracher son masque apostolique. Malheureusement, le Communisme catalan dirigé momentanément par les Maurin et les Arlandis n'est pas en mesure d'accomplir cette tâche, parce qu'au lieu de critiquer sévèrement tous les actes de trahison du mouvement catalaniste, Maurin pratique une politique de bienveillance et d'amitié pour le Parti de Macia.

***

Les agissements des anarcho-syndicalistes demandent également une critique impitoyable de la part des communistes espagnols. Jamais la trahison des chefs syndicalistes de la C. N. T. n'a été plus cynique, plus avouée. Les ouvriers de Séville qui se sont battus courageusement contre les forces armées du Gouvernement provisoire ont attendu en vain l'appui et la solidarité de l'organisation syndicale la plus forte du pays, la C. N. T. La police de Maura-Caballero sévissait encore dans les rues de Séville que l'organe central de la C. N. T., la « Solidaridad Obrero », écrivait : « malgré tout », nous avons dit à plusieurs reprises que nous ne voulons rien contre la République. Dans une déclaration officielle de la C. N. T., ses chefs déclarent au nom des milliers d'ouvriers révolutionnaires qu'ils trompent que « personne ne peut se vanter de pouvoir faire mieux que la République espagnole » et que, par conséquent, ils ne lui feront rien de mal. Pendant que ces articles et ces déclarations étaient faites, les ouvriers abandonnés à eux-mêmes furent massacrés et les organisations syndicales saccagées. Seuls, les communistes espagnols, malgré l'absence de parti et de direction clairvoyante, ont soutenu par instinct révolutionnaire de classe les héroïques combattant de Séville. La classe ouvrière espagnole se souviendra de ces deux attitudes différentes de deux courants politiques dans le prolétariat révolutionnaire d'Espagne. La trahison des anarcho-syndicalistes et l'attitude courageuse des communistes dans les événements de Séville doivent servir au communisme espagnol pour éclairer les masses organisées dans la C. N. T. sur le rôle honteux et indigne des Pestagna, Uralès et autres chefs de l'anarcho-syndicalisme. Avec une juste politique dans le domaine syndical comme dans tous les autres domaines de la vie prolétarienne, les communistes espagnols pourraient aujourd'hui porter un coup mortel au mouvement anarcho-syndicaliste. C'est ce que commencent à comprendre, non sans angoisse, les amis des syndicalistes espagnols en France. Le « Cri du Peuple » de Monatte et de Chambelland qui, il y a seulement deux mois, émettait l'espoir que les anarcho-syndicalistes espagnols opposeraient à l'Etat bolcheviste un véritable Etat « anarchiste », est obligé de constater avec amertume que la C. N. T. « fait un dangereux tournant » en se soumettant corps et âme à l'Etat bourgeois de la République espagnole.

Ce « tournant » de l'anarcho-syndicalisme espagnol n'est pas une surprise pour les marxistes. L'anarcho-syndicalisme pouvait gagner la confiance des masses ouvrières dans l'atmosphère étouffante de la dictature et de la monarchie et grâce à la trahison des socialistes qui ont dénaturé et discrédité pour longtemps les idées du marxisme révolutionnaire. Dans les événements révolutionnaires où l'activité de tous les partis politiques du prolétariat se déroule sous le contrôle vigilant des ouvriers révolutionnaires, l'anarcho-syndicalisme sera amené de plus en plus à démontrer l'inconsistance de sa doctrine et la lâcheté de ses méthodes. Dans une de ses lettres « la révolution espagnole au jour le jour », le camarade Trotsky écrit : « Tout le sort de l'anarchisme mondial, ou plutôt de ce qui en reste après la révolution russe, est intimement lié au sort de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Et puisque l'anarcho-syndicalisme en Espagne s'achemine vers une faillite honteuse et ridicule, on ne peut pas douter un instant que la révolution espagnole sera le tombeau de l'anarchisme ». On ne pouvait pas espérer que ces lignes écrites peu avant les événements de Séville trouveraient aussi vite leur confirmation.

M. MILL.

## Camarades Italiens !

lisez :

Edizione della Opposizione Comunista Italiana aderante al Segretariato della Opposizione di Sinistra Internazionale (bolscevico-leninista).

1 brochure de 48 pages ............ 3 francs

Prix spéciaux pour les organisations ouvrières.

En vente à *La Vérité*, 45 boulevard de la Villette, Paris (19e), et à la *Librairie du Travail*, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e).

## Voix du Parti

# Sur le discours de Staline

Avec la révolution espagnole et la situation allemande, le discours de Staline marquant un nouveau tournant en U. R. S. S., est devenu un sujet important des inquiétudes des ouvriers révolutionnaires. Et ce qui est plus particulier dans cette situation c'est que l'incapacité de la bureaucratie dirigeante de l'I. C. se manifeste simultanément sur ces 3 fronts importants de la lutte de classes.

*Etudions le discours de Staline !* crie l'*Humanité*. Très bien, entendu ! Mais pour nous, étudier le discours de Staline n'est pas le copier pour le faire apprendre à réciter. Nous l'étudions d'une façon différente qu'en écoliers d'un séminaire qui voudraient apprendre le Pater Noster.

Le discours en soi ne contient rien de nouveau pour l'opposition de gauche. Les faits révélés ne sont que les effets d'une politique désastreuse dont les conséquences ont été prévues par l'opposition de gauche.

Mais le discours de Staline a une valeur symptomatique très importante, un symptôme d'ailleurs qui ne justifie aucun optimisme sur la situation présente, mais au contraire, oblige les ouvriers révolutionnaires à se mettre en garde et à agir contre l'incapacité de la direction bureaucratique de l'I. C. Un vrai optimisme révolutionnaire ne deviendra possible qu'à condition que les ouvriers révolutionnaires prêtent le plus d'attention possible à l'approche de l'abîme où veulent les mener les dirigeants staliniens de l'I. C. Nous continuerons à leur montrer le chemin, comme jusqu'à maintenant.

*Etudions le discours de Staline ! La Vérité* a déjà publié deux articles sur le sujet, dont le dernier, qui est une analyse assez étendue du camarade Trotsky (n° du 1er août). Est-ce que l' « Humanité » a répondu à un seul des points frappés par Trotsky du discours de Staline ? Non, la bureaucratie se tait, elle ne discute par, car elle en est complètement incapable.

***

Laissons donc, de coté, l' « Humanité » qui n'aide pas du tout à comprendre la véritable signification du discours de Staline, et passons à l'étude de celui-ci comme un symptôme qu'il est d'une situation très dangereuse.

Ce qui appelle premièrement l'attention dans ce discours c'est le caractère sensationnel qu'on lui a donné. Les faits relevés par Staline ont été une surprise pour toute la bureaucratie et pour les ouvriers par elle aveuglés. Un jour avant, personne ne les connaissait Le lendemain Staline descend de son bureau céleste pour étonner les mortels avec les vérités dont il était le seul dépositaire. Et quelles vérités ! « Depuis longtemps » le travail ininterrompu n'existe que sur le papier ». L'industrie lourde n'a augmenté que de 5 % »...

« Depuis longtemps » il n'y a pas de direction dans l'industrie et la main d'œuvre se déplace d'une usine à l'autre dans une proportion de 30 à 40 %.

Comment se fait-il donc que les membres du Parti, ses cellules, ses comités et ses organisations dirigeantes n'ont pas vu cela « depuis longtemps ». Ne devient-il donc pas évident que la bureaucratie stalinienne a endormi le parti, en étouffant sa voix et en la mutilant avec les intimidation, les déportations et les prisons contre la fraction bolchevik-léniniste ?

Quiconque aurait osé révéler en avance ce que Staline a révélé avec un si grand retard, serait tout de suite classifié de « renégat Trotskyste », exclu ou emprisonné. Staline lui-même ne pouvait le savoir que par la voie de rapports confidentiels confectionnés par les techniciens, les spécialistes et les bureaucrates, cachés jusqu'à ce que la véritable situation se révèle, et un éclat de lumière est alors projeté.

En étouffant la voix du Parti, en réservant pour les bureaucrates, les techniciens et les spécialistes, le droit de voir (à condition naturellement de ne montrer rien qu'aux bureaucrates eux-mêmes), la bureaucratie stalinienne supprime le rôle dirigeant du Parti, et par conséquent, du prolétariat, substituant celui-ci par les couches non prolétariennes. Pour les ouvriers, ne reste que le droit d'exécuter la « ligne générale », c'est-à-dire la ligne déterminée par les bureaucrates, les techniciens et les spécialistes.

***

Ce fait vraiment alarmant devient encore plus clair par le fait que ce *discours a été prononcé devant les dirigeants de l'industrie et non devant les organes dirigeants du Parti*. L'appareil de celui-ci ne s'est manifesté qu'après pour *appliquer* les nouvelles directives. Quant à la base du Parti, elle n'avait que le droit de s'étonner devant la formidable « sagesse de Staline ».

Staline parle de beaucoup de faiblesses dont il cherche vainement à cacher la gravité avec son imprécision. Mais il évite soigneusement une autocritique de la politique suivie. Par exemple il suggère l'aggravation de *la différenciation de salaires et du travail aux pièces* pour « stimuler » les ouvriers à produire plus en gagnant plus. Mais qu'est donc devenue l'*émulation socialiste* des *brigades de choc* ? Ne devient-il donc pas évident que cette façon dernière d'obliger les ouvriers à donner du travail supplémentaire pour réaliser le plan quinquennale en quatre ans a échoué et on la remplace par l'introduction du travail aux pièces « cette forme la plus raffinée d'exploitation capitaliste ». N'est-il donc pas évident que si on se voit obligé à l'aggravation du travail aux pièces, cela démontre que « les brigades de choc » ont échoué ! Et pourquoi Staline n'avoue franchement, comme le ferait un honnête bolchevik, cet échec.

L'aggravation des conditions de vie des ouvriers, déterminée par la malheureuse aventure du plan quinquennal, en quatre ans, a déterminé naturellement la fluctuation de la main-d'œuvre dans une mesure de 30 à 40 %. Or cette fluctuation devient elle-même une cause de forte dispersion d'énergie, et, par conséquent, d'une baisse de productivité. Comment peut-on donc expliquer que le Parti, la Jeunesse et les Syndicats n'ont même pas réussi à éviter ce déplacement des ouvriers d'une usine à l'autre à la recherche de « quelques sous ou plus » ? (comme dit Staline).

N'est-il pas évident que ces masses d'ouvriers manifestent en se déplaçant, avec les pieds (car leur bouche est fermée) son mécontentement contre la politique du Parti et des Syndicats ?

N'est-il pas évident que si 30 à 40 % des ouvriers manifestent de cette façon leur mécontentement, le nombre des ouvriers mécontents est beaucoup plus grand et que, par conséquent, le Parti, *à la fois, perd la direction de l'Etat et perd aussi la direction des masses ?*

***

L'imagination *en haut* d'une société socialiste construite dans un seul pays, la tentative de mise en pratique de cette utopie par une tension extrême des nerfs et des muscles des ouvriers, a donné comme résultat une aggravation du danger que court la dictature du prolétariat en Russie, laquelle devrait être l'appui principal de la révolution prolétarienne mondiale .

Quant à l'aggravation du travail aux pièces cela, dit Trotsky, « ne peut que créer une bureaucratie ouvrière dans les usines ». Cette tendance correspond « on ne peut mieux, aux procédés de la bureaucratie stalinienne ». Sous cet angle, le travail aux pièces est un moyen purement politique. En tant que panacée, il achève l'évolution du stalinisme ». Et plus loin : « Le programme de la bureaucratie stalinienne amène fatalement celle-ci à la nécessité de s'appuyer sur l'aristocratie ouvrière de plus en plus privilégiée. *Ici se cache le danger politique immédiat pour la dictature du prolétariat.* »

Et le grand crime de la bureaucratie stalinienne ne réside pas du tout dans le discours en soi mais à cacher que la situation actuelle n'est pas tombée du ciel, mais elle est une conséquence de sa politique erronée, antimarxiste, anti-prolétarienne; en cacher le danger que court la dictature du prolétariat, est une conséquence de la politique ancienne et de la nouvelle. Et faire croire que, dans une situation où s'impose l'aggravation de la différenciation entre travail qualifié et non qualifié, c'est la marche du socialisme dans un seul pays qui s'affermit, c'est le socialisme qui progresse, est un mensonge. En caricaturant de cette façon le socialisme, on le discrédite devant les ouvriers et on rend, oin ne peut pas mieux, un immense service à la bourgeoisie.

Un membre du parti.

## LA DISCUSSION DANS "LES CAHIERS"

# Sur la situation du P. C. F.

Dans le numéro du mois d'août des *Cahiers du Bolchevisme*, le camarade J. A. se plaint du bureaucratisme qui règne, sinon dans tout l'appareil des régions, tout au moins dans une grande partie de celui-ci. Il prend un exemple qu'il semble bien connaître, dans la région de Montbéliard.

Dans une usine textile de la région (400 ouvriers et ouvrières) le patron tente une série de manœuvres pour diminuer les salaires ; les ouvriers résistent et engagent une lutte à caractère tout à fait actif puisqu'elle aboutit à la grève, à des bagarres avec les gendarmes, à l'arrestation du comité de grève, à une manifestation devant la prison dont le résultat fut : 9 camarades relâchés sur 11 arrêtés.

Malgré l'insistance de camarades, malgré les demandes d'ouvriers inorganisés eux-mêmes, la région du parti resta complètement inactive et les responsables ne se réveillèrent qu'à l'heure de l'auto-critique inoffensive ; aucun effort d'extension du mouvement aux autres boites de la région ne fut fait.

Le camarade J. A. tire comme conclusion que le mal est dans le fait que le centre est mal renseigné, ce qui détermine des erreurs dans ses perspectives et une crise de confiance de la base envers l'appareil du Parti ; pour changer cet état de choses, dangereux pour le Parti, le camarade J. A. signale des remèdes : il faut que les membres du C. C. viennent à des réunions de la base pour mieux connaître la situation véritable des régions ; il faut que la base puisse prendre connaissance des rapports régionaux faits au C. C., ainsi que ceux des instructeurs occasionnels.

Pour terminer, le camarade J. A. invite les membres du Parti à adresser plus souvent leurs doléances à la direction du Parti, au lieu de critiquer « entre copains ».

***

La « rédaction » des *Cahiers* prétend répondre au camarade J. A. et placer le problème sur son véritable terrain, alors que « le camarade J. A. pose la question sur un terrain trop étroit et ne voit pas le fond du problème ».

La rédaction découvre deux erreurs dans l'article en question : la première consiste à penser que si le centre est exactement informé de la situation grave d'une région, des faiblesses et de la passivité d'une direction régionale, cela suffit pour corriger le mal ; la seconde erreur est la façon dont le camarade J. A. conçoit l'organisation du parti.

Et voici la rédaction des *Cahiers* qui s'engage dans « le fond du problème » : (?)

« Notre organisation est basée sur les principes du centralisme démocratique ; la direction, à tous les échelons, élue par les membres du Parti, travaille sous le contrôle des membres du Parti devant lesquels elle est responsable. La direction de la région, ce n'est pas le secrétaire régional, mais le Comité Régional *élu* par la conférence régionale et responsable collectivement devant elle...

...C'est seulement dans la mesure où l'ensemble de l'organisation sera entraîné dans le travail, apprendra à critiquer sa direction, à sentir sa responsabilité à son égard, dans la mesure où la base elle-même prendra l'initiative de remplacer les dirigeants inaptes par de nouveaux ayant acquis leur expérience dans les luttes — que les maladies signalées par le camarade J. A. pourront être guéries. »

Ensuite, la rédaction entreprend la défense de l'appareil du Parti dans son ensemble (que J. A. n'attaque d'ailleurs pas) et surtout, elle déclare : « Mais sa proposition d'envoyer à la base les rapports faits au C. C. par la direction régionale ou par les instructeurs ne peut être retenue. »

***

Oppositionnels de gauche, membres du Parti, qu'avons-nous à dire sur ces questions ?

D'abord que le camarade J. A. a eu raison de poser ces questions ; il a vu les conséquences funestes du régime intérieur actuel du Parti, il n'a pas vu les causes réelles et s'est borné à des solutions insuffisantes. S'il est vrai qu'il n'a pas été au fond du problème, c'est-à-dire jusqu'aux causes profondes des faits qu'il signale, la rédaction des *Cahiers* l'a imité et s'est volontairement cantonnée dans l'aspect formel et organisationnel des questions posées. Elle a répondu avec des arguments qui seraient justes si le régime intérieur du Parti était véritablement basé sur le centralisme démocratique, si le Parti vivait, si la voix de la base n'était pas étouffée et pouvait parvenir jusqu'au sommet du Parti, celui-ci en tenant compte dans son travail.

Rapeplons le passage des Statuts de l'I. C. sur le centralisme démocratique et les organes dirigeants du Parti ; article 5, paragraphe B : « Obligation pour tous ces organes de rendre compte périodiquement de leur activité à leurs électeurs... » Sans doute, les rapports envoyés au C. C. par les régions ne font pas partie de leur activité bien qu'ils comprennent nécessairement l'étude de la situation, des mouvements de la région ainsi que l'examen de l'activité des organismes du Parti et leur situation.

Nous devons dire aussi sans craindre de démenti, que les assemblées, les conférences de rayons et de régions sont de plus en plus rares et, le plus souvent, il est impossible d'apporter une critique un peu sérieuse du travail de la direction sans être immédiatement catalogué parmi les « paniquards, opportunistes, sceptiques et agents de la Bourgeoisie dans nos rangs » ; un exemple typique et indiscutable, c'est la façon de discuter le point de vue de Vassart à la dernière Conférence Nationale du Parti, sur la question syndicale, à Levallois : Célor déclara que Vassart rejoignait la position de Chambeland et des trotskystes ; Thorez demanda une levée de boucliers contre l'opportunisme représenté jusque dans le C. C. par Vassart ; ensuite dans une assemblée de la R. P., le 16 mars, au cours d'un discours de 2 h. 1/2 (personne d'autre ne put parler !) Sémard caractérisa Vassart et les petits Vassarts comme plus que cousins des trotskystes ; c'est une façon assez curieuse de discuter politiquement la position de Vassart. Ce qui se produit au sommet pour Vassart, se reproduit, multiplié, dans les régions et rayons pour tous ceux qui pensent que le Parti commet telle ou telle erreur et proposent tel ou tel moyen de les réparer.

Lorsque la rédaction des **Cahiers** pense que les remèdes à la faiblesse, aux erreurs, sont d'entraîner l'ensemble de l'organisation dans le travail, d'apprendre aux camarades de la base à critiquer la direction, c'est bien ; mais il faut aussi donner à la base les moyens d'apporter son point de vue, il faut (n'est-ce pas, Semard ?) lui donner la parole dans les assemblées, il ne faut pas lancer contre les camarades des qualificatifs avec l'intention de les injurier, en les empêchant d'apporter leur point de vue, il faut que cesse la dictatutre de l'appareil tant central que régional.

Le fond du problème, c'est d'examiner, comment cela a-t-il pu se produire, comment peut-il se faire qu'un secrétaire régional reste passif lorsqu'il devrait agir et entraîner toute une région dans le soutien d'un mouvement ; le fond du problème, c'est que dans notre Parti, on a depuis longtemps cessé de discuter les problèmes du mouvement ouvrier (comme en U.R.S.S. on a cessé depuis longtemps de compter, d'établir des bilans, etc... Discours de Staline), c'est qu'on a l'habitude d'écouter et d'adopter un rapport de l'organisme supérieur sans oser prendre une position contraire à cause des injures et des menaces d'exclusion ; le fond du problème, c'est que chaque responsable du Parti attend les directives de l'organisme supérieur avant de prendre position et d'engager une action.

Le fond du problème, c'est que Sémard déclarait le 16 mars, qu'une conférence de la R. P. aurait lieu dans les trois mois et précéderait le Congrès National du Parti ; c'est encore que nous sommes au 15 août et que ni une conférence de la R. P., ni le Congrès du Parti ne sont en préparation.

Nous reviendrons dans un prochain numéro de *La Vérité*, sur ce point particulier et capital pour un véritable Parti Communiste, parce que nous voulons « placer la question sur le véritable terrain et voir le fond du problème. »

***

La bureaucratie a accumulé une telle quantité d'erreurs, de mensonges et de falsifications, que les remèdes à la situation des P. C. et de l'I. C. sont compliqués et lents à produire un effet.

Rappelons quelques lignes parues dans le numéro 2 du *Bulletin intérieur au P. C.*, édité par l'opposition de gauche, en avril 1931 :

« ...Nous pensons qu'il ne faut pas négliger l'examen du régime intérieur du Parti ; en effet, s'il est véritablement celui du centralisme démocratique, il entraîne tous les membres du P. C. dans la discussion la plus large, puis dans l'activité unanime après les décisions prises régulièrement ; s'il est au contraire mauvais, anormal, les réactions de la base ou de camarades isolés sont inévitables et justifiées...

...A ceux qui nous condamnent pour travail fractionnel, nous déclarons que celui-ci est anormal lorsque le régime du centralisme démocratique est respecté, mais nous ajoutons que le travail fractionnel devient un « devoir » lorsque l'appareil étouffe la voix de la base, empêche systématiquement toute opinion autre que la sienne de s'exprimer...

...Il faut vous souvenir que le régime intérieur et la politique d'un P. C. sont étroitement liés et dépendent réciproquement l'un de l'autre. Si la politique est juste, pas besoin d'une discipline bureaucratique qui n'a rien de commun avec la discipline de fer communiste..»

***

C'est le rôle de l'opposition de gauche internationale d'éclairer les situations, d'ouvrir les yeux, aux membres du Parti pour, avec eux, redresser l'organisation, reconquérir l'influence perdue par les fautes centristes de la 3e période, revenir à une politique qui agglomère les ouvriers au lieu de les disperser.

Le fonds du problème, c'est la politique fausse du Parti communiste mondial, depuis la mort de Lénine.

Le remède c'est le retour à une juste politique léniniste, magistralement tracée par les quatre premiers Congrès de l'I. C.

**Un membre du P. C. de la R. P.**

Le Gérant : P. Frank.

*Journal exécuté par des ouvriers syndiqués.*

Imprimerie Centrale de la Bourse, 117, rue Réaumur, Paris.